

ENTRE
OCÉANS,
FORÊTS ET
VOLCANS

La lutte radicale mapuche



Küme felen ta mapu kom inchiñ ta küme feleyiñ
Si la terre va bien, nous aussi nous irons bien



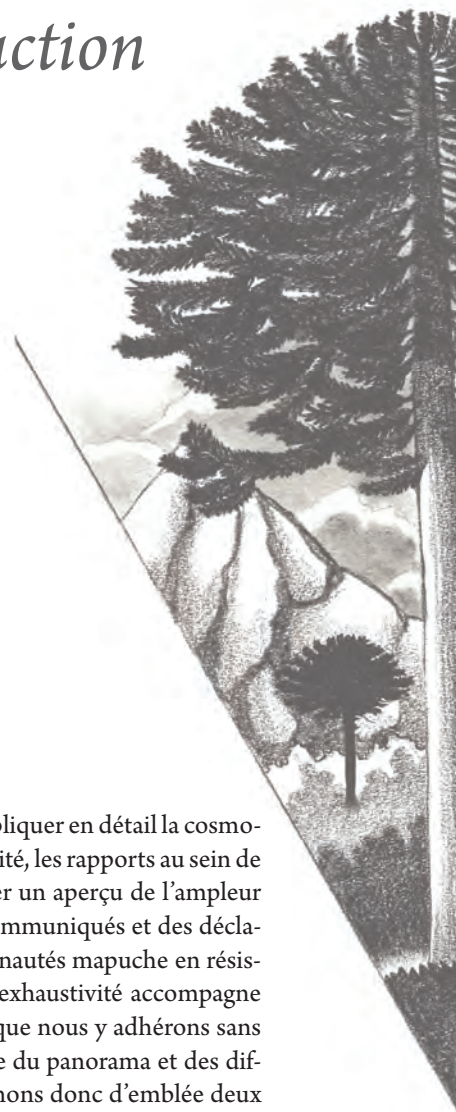
Sommaire

- P. 4** **En guise d'introduction**
- P. 6** **Entre océans, forêts et volcans.**
Un aperçu de la lutte radicale mapuche.
- P. 23** **C'est dans le feu du weichan que nous te commémorons, weichafé Toño !**
Coordinadora Arauco-Malleco (CAM)
- P. 25** **Communiqué commun après la mort de Pablo Marchant**
Weichan Auku Mapu (WAM) & Resistencia Mapuche Lafkenche (RML)
- P. 30** **Sur la participation à la convention constituante**
Comunidades mapuche en resistencia de Malleco
- P. 32** **Sabotage contre l'industrie gravière**
Groupe autonome révolutionnaire du Maule
- P. 34** **L'État chilien déclare l'état de siège**
Octobre 2021
- P. 38** **Communiqué de Liberacion Nacional Mapuche**
Novembre 2021
- P. 42** **Communiqué de Weichan Auku Mapu**
Novembre 2021
- P. 46** **Attaque incendiaire contre un camion forestier à Penco**
Décembre 2021
- P. 48** **Communiqué de la Resistencia Mapuche Lafkenche**
Décembre 2021
- P. 50** **Communiqué de la Coordinadora Arauco-Malleco**
Décembre 2021

En guise d'introduction

Dans les territoires habités par les communautés mapuche, dont les terres furent accaparées par des investisseurs capitalistes, défigurées par les exploitants forestiers, ravagées par les entreprises énergétiques, polluées par les industriels et colonisées par des suppôts de l'État chilien ; les dernières décennies ont été marquées par une lutte incessante. S'il existe une riche hétérogénéité et diversité parmi les organisations de lutte mapuche et les communautés mapuche en résistance, la lutte dans le Wallmapu se déroule principalement autour de deux axes. D'un côté l'occupation de terres investies par des entreprises capitalistes ou par l'État, afin de les arracher à leur contrôle et de les restituer aux communautés mapuche ; et de l'autre, une pratique constante et diffuse de sabotage, d'action directe et de lutte armée, visant tout ce qui matérialise la domination étatique et capitaliste sur les territoires du Wallmapu qui s'étendent des côtes du Pacifique (au Chili) à celles de l'Atlantique (en Argentine).

Si cette publication n'a ni la prétention, ni l'ambition d'expliquer en détail la cosmovision mapuche, leurs coutumes ancestrales, leur spiritualité, les rapports au sein de leurs communautés, elle vise plus modestement à donner un aperçu de l'ampleur de la lutte qui s'y déroule, principalement à travers les communiqués et des déclarations faites par les organisations de lutte ou les communautés mapuche en résistance. Une chronologie qui ne prétend pas non plus à l'exhaustivité accompagne cet recueil de textes – que nous publions non pas parce que nous y adhérons sans critique, mais parce qu'ils permettent de se faire une idée du panorama et des différentes expressions de la lutte radicale mapuche. Soulignons donc d'emblée deux grandes lacunes dans cette publication. En premier lieu l'absence d'un approfondissement plus analytique de ce qui là-bas est rassemblé dans le concept de « reconstruction nationale mapuche », à savoir, la reconstruction de leurs communautés, la récupération de leurs savoirs et coutumes ancestraux, la tentative de recentrer leurs rapports sur les valeurs, l'éthique et la spiritualité propres à leur cosmovision. Et en deuxième lieu, le fait que ces textes, comme la chronologie des actions et sabotages, ne permettent peut-être pas de saisir les nombreuses expressions de la conflictualité qui agite le Wallmapu. Ainsi, les actions de blocage, manifestations, affrontements avec la police, les combats lors des expulsions, mais aussi les pratiques plus durables visant par exemple l'autonomie alimentaire par une approche non-productiviste et non-capitaliste de l'agriculture, ou l'abandon du consumérisme de masse en faveur de petites productions artisanales, ou encore les activités culturelles approfondissant la cosmovision mapuche et les rapports sociaux qui en découlent, ... constituent une vaste et importante trame de cette lutte virulente, et ne sont possiblement pas assez mis en relief dans ce recueil qui ne couvre qu'un an de lutte (de 2021 à 2022) et qui se focalise surtout sur la lutte d'un seul côté des Andes, celui sous domination de l'État chilien.

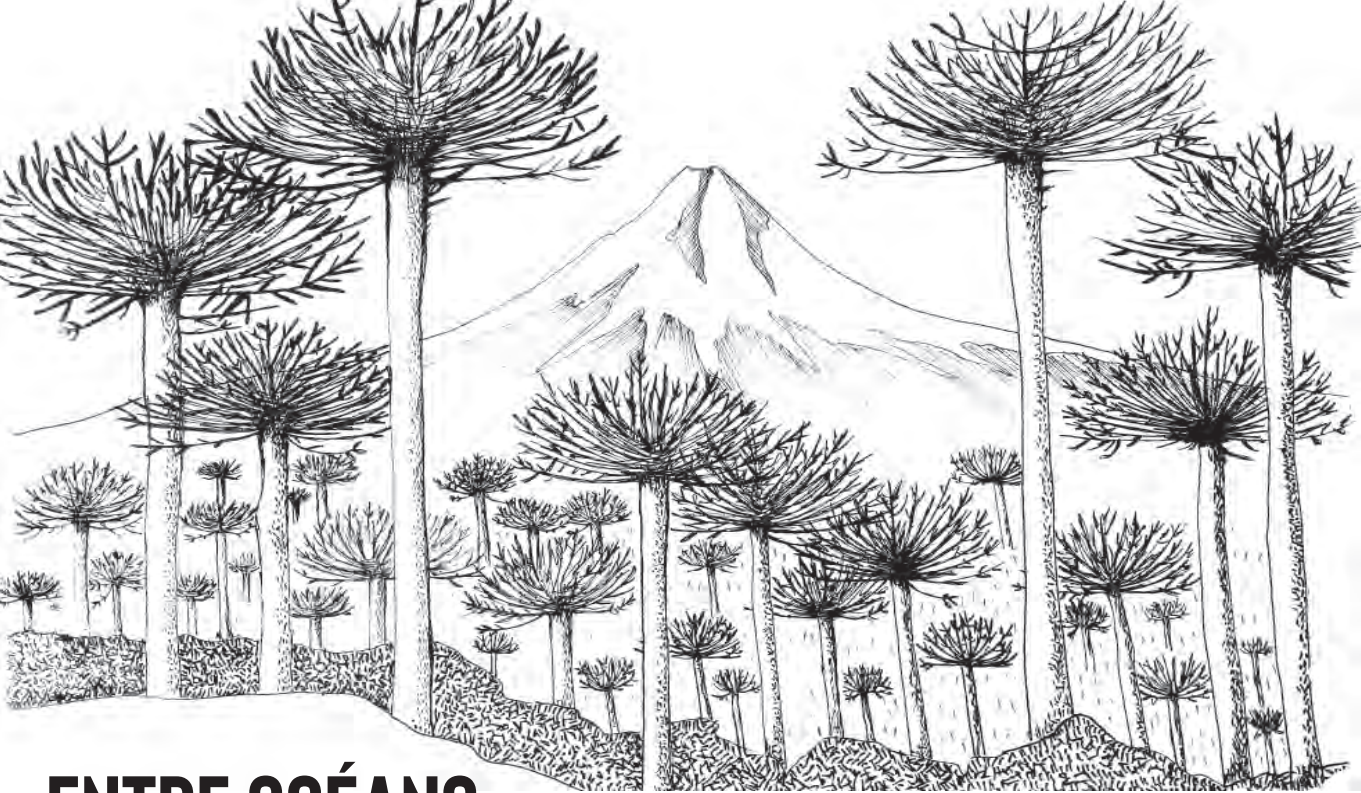




A l'heure où ces lignes sont écrites, le Wallmapu se trouve toujours sous état d'urgence. En plus d'importantes forces policières, des troupes militaires sont également déployées afin de mater, ou au moins de freiner, la lutte radicale mapuche en pleine expansion ces dernières années, notamment depuis la vaste révolte sociale qui a secoué le Chili à partir d'octobre 2019. Elle va maintenant devoir faire face à un nouveau président, de gauche cette fois-ci, investi en mars 2022, et dont la mission ne pourra qu'être de désamorcer ces processus insurrectionnels avec une politique de pacification et d'intégration. Ce nouveau président est épaulé par une convention constitutionnelle, instaurée après la révolte de 2019 - 2020 pour réécrire la constitution, laquelle semble indispensable pour essayer de reconstruire un consensus social autour de l'État chilien, secoué par cette formidable révolte dans ses centres urbains et par la lutte acharnée dans les territoires mapuche.

La lutte radicale mapuche nous inspire pour sa continuité, pour son rejet catégorique de toute tutelle étatique, pour son combat acharné contre l'exploitation et la spoliation capitaliste, pour son choix de l'action directe contre l'extractivisme et la dévastation de la terre et du vivant. A l'heure où dans le monde entier, les conséquences de l'avancée folle de la machine industrielle et technologique se ressentent chaque jour un peu plus, où les changements climatiques provoqués par l'industrialisation pourraient bien inaugurer des scénarios inouïs, risquant de reconfigurer drastiquement les assises de la domination, cette lutte dans un coin « perdu » du monde où des habitants et habitantes porteurs de façons de vivre antagonistes avec le capitalisme et l'étatisme se battent pour conserver ou retrouver chaque mètre accaparé et exploité par des entreprises et l'État, pourrait avoir une signification qui dépasse le territoire du Wallmapu. C'est un conflit où la critique anti-industrielle et le refus du développement capitaliste réussit à faire vivre un monde différent, un monde de communautés autonomes qui tentent de vivre dans et avec la nature, et non sur son dos. Certes, ces communautés ne sont pas exemptes de structures hiérarchiques, ni de créer des oppressions en leur sein, et leurs organisations de lutte sont traversées elles aussi par des hiérarchies, des divisions basées sur le genre, des tendances à l'hégémonie ou une méfiance envers d'autres expressions plus libertaires de lutte radicale contre l'État et l'industrialisme. Mais elles n'ont en tout cas pas le culte de la domination étatique, de l'exploitation de la faune et de la flore, d'une folle course en avant vers un monde toujours plus artificiel et vers une vie toujours plus assistée.

En ces temps de militarisation du Wallmapu sous état d'urgence et marqué par l'acharnement irréductible de la part de celles et ceux qui y affrontent les forces de la domination étatique et capitaliste, le tissage de liens de solidarité entre ici et là-bas, entre le combat auquel les *weichafé*, les combattants et combattantes mapuche, répondent présent et les modestes batailles ici que les anarchistes et d'autres rebelles cherchent à mener contre le cauchemar industriel et le monstre étatique, ne peut être vain. Une solidarité qui ne cherche pas à effacer les différences, qui n'exige de personne de mettre entre parenthèse sa particularité, son exigence, son éthique, mais qui cherche une complicité dans l'action, dans l'attaque directe et sans médiation contre ce qui dévaste la terre et étouffe la liberté.



ENTRE OCÉANS, FORÊTS ET VOLCANS

UN APERÇU DE LA LUTTE RADICALE MAPUCHE

Carahue se trouve à 60 kilomètres au nord de Temuco, capitale de la région de l'Araucania située au cœur du Wallmapu, « la terre entourée » habitée par les communautés mapuche et dominée par l'État chilien. Vendredi 9 juillet 2021 vers 17h, un groupe de *weichafé* (« combattants » mapuche) de l'*Organisation de Résistance Territoriale Lafkenche-Letraru*, — organismes locaux armés qui font partie de la *Coordinadora Arauco-Malleco* (CAM) —, pénètre sur le domaine Santa Ana-Tres Palos. Le domaine est exploité par l'entreprise forestière *Forestal Mininco*, filiale du géant de la cellulose CMPC. Les assaillants menacent le personnel présent, blessent un employé récalcitrant et mettent le feu à un minibus, un skidder et un camion-citerne. Les carabiniers affectés à la surveillance du site sonnent alors l'alarme. Lors de leur retraite, les *weichafé* tombent sur une de leurs patrouilles, qui ouvre le feu. Un *weichafé* reçoit une balle en pleine tête et meurt sur place. Le lendemain, la CAM revendique son *weichafé* mort : Pablo Marchant, « Toñito », 29 ans, ex-étudiant

en anthropologie qui avait rejoint la lutte mapuche cinq ans plus tôt.

Depuis cet énième assassinat dans le Wallmapu, la région s'est enflammée. Aux dires du gouvernement chilien, plus de 150 attaques auraient été accomplies en moins de trois semaines. Sabotages des installations de l'agro-industrie, attaques incendiaires contre des convois de bois, blocages de route avec des tirs contre les forces de l'ordre, embuscades contre des patrouilles de carabiniers, incendies de propriétés de latifundistes et de membres de l'État, sabotages d'installations énergétiques, ... Une partie d'entre elles sont revendiquées par différentes organisations radicales mapuche, qui sortent un communiqué commun « déclarant la guerre » aux entreprises exploitant les ressources de la région et à l'État chilien.

Cette intensification du conflit historique dans le sud du territoire chilien se passe au moment même où l'État traverse une période de modification légis-

lative avec son projet de nouvelle constitution destinée à calmer les ardeurs insurrectionnelles de la révolte de l'année 2019-2020, tout en profitant de la pandémie mondiale pour forcer d'importants pans de la société à marcher au pas, et semble soudain saper les souhaits de pacification et d'intégration qui animent la classe politique et son nouveau pendant citoyen issu de la contestation.

Au cœur d'un territoire conflictuel

« [Les indigènes] chiliens ne voulurent se soumettre à aucun roi. Leur âme orgueilleuse et vaillante ne saurait reconnaître aucune domination ni seigneurie. [...] Pour cette même raison, non seulement ils résistèrent à la domination de l'Inca, mais ils n'ont jamais voulu admettre un roi, ni un gouverneur, ni même une Justice de leur nation. Ils ont toujours fait prévaloir entre eux la voix de la liberté et n'acceptèrent aucune sujétion de leur impatience naturelle. C'est pour cela que chacun d'eux suit son propre chemin, ou que chaque famille ou clan suit le sien, choisissant parmi eux le plus digne ou le plus vieux pour qu'il les gouverne. Les autres l'acceptent alors, mais sans domination, oppression ou vasselage. »

Voilà ce qu'écrivait le missionnaire jésuite Diego de Rosales dans son *Histoire générale du royaume du Chili* en 1674, rédigée en pleine guerre opposant les mapuche à l'envahisseur espagnol. Devançant la colonisation hispanique, l'empire de l'Inca avait en effet déjà tenté en vain entre 1479 et 1485 de conquérir ces communautés féroce-ment autonomes au sud-ouest du continent, à cheval entre ce qui constitue aujourd'hui le territoire des États argentin et chilien. Dès 1536, une bataille opposa ainsi près du confluent des rivières Ñuble et Itata l'expédition royale espagnole menée par Diego de Almagro à des groupes de mapuche bien organisés, ce qui inaugura ce que l'historiographie nommera la *guerre d'Arauco* : un conflit interminable, avec des intensités variées, opposant les communautés mapuche aux différents envahisseurs et États jusqu'en 1883, lorsque la résistance s'effondra et que la région fut finalement occupée de force.

La particularité de la tactique employée par les combattants mapuche consistait non seulement à déployer une mobilité qui ne cessa de surprendre

l'ennemi, mais aussi à raser systématiquement au sol les villes établies par le colonisateur. Le 11 septembre 1541, ils incendièrent par exemple la ville de Santiago, puis réussirent à détruire entre 1599 et 1604 les sept villes les plus importantes établies par la Couronne espagnole au Chili. Face à l'impossibilité de conquérir les territoires mapuche, cette dernière décida alors d'ouvrir des négociations qui menèrent à une série de traités qui ne furent respectés qu'occasionnellement par les deux côtés, en alternant avec des épisodes d'affrontements. Cette hostilité permanente, l'absence ou le rejet d'institutions capables d'instaurer un ordre « intérieur » sur l'ensemble des communautés mapuche comme d'engager des accords « extérieurs » avec l'État colonisateur, une géographie spécifique moins favorable à la croissance d'un pouvoir centralisateur, permirent aux communautés mapuche de préserver une autonomie vivante pendant de longs siècles.

En 1818, la République du Chili déclare finalement son indépendance au bout d'une longue guerre contre les armées de la métropole, et maintient pendant quelques décennies ces mêmes rapports ambivalents avec les communautés du sud de son territoire. Puis, en 1861, le nouvel État chilien donne au colonel Saavedra le commandement d'une expédition visant à pacifier définitivement ces territoires lors d'une énième révolte de mapuche, inquiets face à l'augmentation du nombre de colonisateurs venus s'emparer des terres par la ruse ou la violence. Cette mise au pas sera menée par un corps militaire sanguinaire qui réussira, au bout de vingt-deux ans de campagne, à briser la résistance mapuche et à détruire l'autonomie des communautés. Ce volet militaire allait bien entendu de pair avec un aménagement des territoires, l'octroi de vastes terres à des colons chiliens et européens, l'extension urbaine, puis la construction d'infrastructures routières afin de faciliter l'exploitation des ressources agricoles et forestières. De son côté, l'État argentin lança à son tour une campagne similaire afin de conquérir les territoires du sud de son côté des Andes. Nommée « conquête du désert », elle commença en 1878 pour se conclure en 1885. Comme au Chili, elle s'apparenta à un véritable génocide : de nombreuses communautés indigènes (mapuche mais pas que) furent exterminées, et leurs survivants dispersés ou soumis. Du côté chilien, certains

chiffres parlent ainsi d'une population d'un demi-million de mapuche réduite à quelques dizaines de milliers lors de cette « pacification ».

A partir des années 80, de nombreux investissements internationaux ont commencé à confluer vers le Chili dans le cadre d'une course toujours plus frénétique pour exploiter les matières premières. Déjà premier exportateur mondial du cuivre, ce pays va ainsi accueillir de grosses multinationales attirées par les conditions néolibérales particulièrement favorables à l'exploitation des ressources.

Malgré cet immense traumatisme, les territoires mapuche continuèrent régulièrement à être le théâtre de révoltes et de soulèvements. En 1934 par exemple, des paysans mapuche de Lonquimay se révoltèrent en formant des bandes insurrectionnelles armées qui marchèrent sur Temuco, la capitale de l'Araucanie. Le gouvernement envoya alors un régiment entier, soutenu par des mercenaires de communautés vendues au *winka* (« usurpateur ») afin d'écraser les insurgés. Encerclés sur le domaine de Ránquil par les forces gouvernementales, près de 500 d'entre eux furent massacrés et des centaines d'autres faits prisonniers. Cette histoire de révoltes et de soulèvements tisse jusqu'à nos jours une riche trame de résistances dans laquelle celles d'aujourd'hui continuent de puiser inspiration et orgueil. On pourrait même dire qu'une partie de l'identité « mapuche » contemporaine — qui est elle-même déjà un dépassement abstrait, voire politique (dans le cadre du projet de lutte de libération nationale), de la diversité et de la non-homogénéité des différentes communautés et individus, acceptée seulement assez récemment —, repose sur cette mémoire de révolte permanente qui a commencé contre les invasions des armées de l'Inca et court jusqu'aux hostilités actuelles contre les entreprises extractivistes et l'État chilien.

De la dictature de Pinochet au régime démocratique

Au cours de la période d'agitation sociale qui a précédé le putsch militaire de Pinochet de 1973

contre le régime d'Allende, différentes organisations de la gauche révolutionnaire se mirent en contact avec les terres du sud, et notamment au sein de quelques communautés mapuche survivant à l'écart. Ces organisations portaient un discours assez classique de répartition des terres en faveur des communautés très appauvries, faisant fi de toutes les différences les caractérisant afin de mieux les assimiler à la catégorie de « prolétariat agricole ». Sur place, de nombreux mapuche avaient d'ailleurs déjà quitté des terres devenues trop réduites pour subvenir à leurs besoins, en allant grossir les rangs du prolétariat urbain des grandes villes chiliennes.

De façon générale, si le régime social-démocrate d'Allende procéda effectivement à quelques répartitions de terres sous l'égide de l'État, y compris en faveur des communautés mapuche, la dictature de Pinochet prit à l'inverse l'habitude d'offrir d'immenses domaines aux fidèles serviteurs du régime, en piétinant leurs éventuels habitants (quels qu'ils soient). D'autres amis du régime, comme des officiers français, des anciens nazis allemands réfugiés en Amérique-Latine, des chefs d'entreprises internationaux, de hauts responsables ecclésiastiques, etc. reçurent également des terres pour services rendus. Avec les agro-exploitants, tous allaient vite former cette couche dirigeante particulièrement odieuse du sud du Chili, dont le mépris, voire la haine, pour les mapuche et les pauvres en général est resté un de leurs signes distinctifs jusqu'à aujourd'hui, malgré les quelques couches de « démocratisme » et de « droits des peuples indigènes » qui se sont rajoutées par la suite.

A partir des années 80, de nombreux investissements internationaux ont commencé à confluer vers le Chili dans le cadre d'une course toujours plus frénétique pour exploiter les matières premières. Déjà premier exportateur mondial du cuivre, ce pays va ainsi accueillir de grosses multinationales attirées par les conditions néolibérales particulièrement favorables à l'exploitation des ressources. Au sud du Chili, c'est surtout l'industrie forestière qui s'étend, tandis qu'on assiste du côté argentin à une ruée sur

les minerais des Andes. Avec la transition chilienne vers un régime démocratique qui s'amorça à la fin des années 80, l'exploitation de ces ressources ne va pas baisser, mais bien au contraire s'accélérer : de vastes plans de constructions de barrages pour faire tourner les turbines de centrales hydroélectriques furent lancés et réalisés, poussant même le vice jusqu'à la construction de centaines de « mini-centrales » disséminées un peu partout sur le territoire. De son côté, l'industrie forestière continua de rava-ger les terres en plantant de vastes monocultures de pins et d'eucalyptus, asséchant les terres, pompant l'eau des nappes phréatiques en engendrant de véritables « déserts » dépourvus de diversité végétale. Le Chili se transforma aussi au fil du temps en un des plus grands exportateurs mondiaux de graines de plantes génétiquement modifiées.

Du côté mapuche, la transition démocratique de l'État chilien fera adopter en 1993 une « *Loi Indigène* » visant à réancrer les différentes communautés au sein des institutions, tout en les rendant plus dépendantes encore de l'économie nationale. Cette loi s'inscrivait ainsi classiquement dans la perspective de l'idéologie du développement et du progrès, saupoudrée d'une volonté de leur faire bénéficier des bienfaits sociaux de la société moderne capitaliste. Elle prévoyait également une représentation légale des mapuche au niveau national comme international, ce qui engendra bien entendu toute une bureaucratie locale récitant la chanson des « droits des peuples indigènes » à l'intérieur de l'État, afin de mieux s'opposer à toute lutte radicale.

A partir des années 90, des organisations politiques mapuche en phase avec les partis politiques de gauche resurgis sur le devant de la scène, multiplient alors d'un côté les interpellations politiques, et d'un autre les « occupations symboliques » de terres traditionnelles. Plutôt que de véritables actions directes, il s'agissait au fond d'actions visant à exercer une pression afin d'obtenir des résultats plus favorables lors des négociations avec l'État, soit une sorte de syndicalisme indigène. Ce mécanisme va engendrer petit à petit au sein des communautés mapuche toute une couche de politiciens plus ou moins clientélistes, de bureaucrates entremetteurs, de fins connaisseurs des manœuvres para-étatiques

pour se remplir ses poches, etc. : soit toute une gangrène politique qui ronge parfois jusqu'à aujourd'hui les communautés et la lutte.

Le projet de libération nationale mapuche et la naissance de la CAM

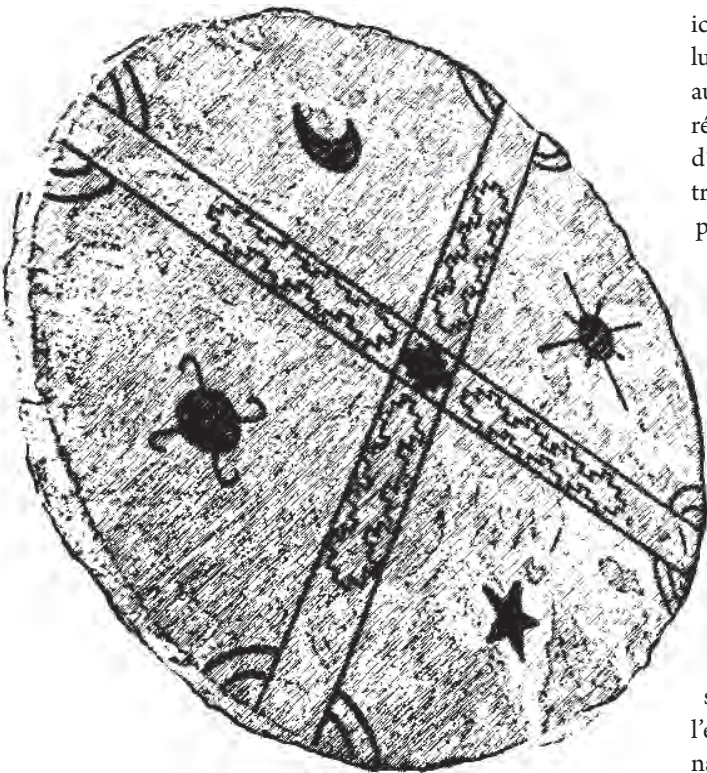
Vers le milieu des années 90, à côté de ces actions de récupérations symboliques de terres axées sur la négociation, d'autres commencent aussi à se produire en empruntant plus franchement le caractère de l'action directe, comme celles récupérées par les communautés Juana Millahuel et Pascal Coña, au sein desquelles différents groupes de lutte vont émerger. Ce type d'expériences servent ainsi clairement d'entraînement au combat pour les futurs *weichafé*. Dans ce contexte plus agité, certains militants d'organisations de lutte armée¹ qui avaient combattu contre la dictature et continué lors de la transition, reviennent ou s'installent dans les terres mapuche. Ils participeront à élaborer un projet de « libération nationale mapuche », qui sera l'axe central de l'organisation la plus connue : la *Coordinadora de Comunidades en Conflicto Arauco Malleco (CAM)*.

Le 1er décembre 1997, trois camions appartenant à une entreprise forestière sont incendiés sur un domaine à Lumaco. Cette action marqua une telle rupture avec les pratiques jusque-là employées au sein des communautés mapuche en lutte, que leurs organisations politiques pensèrent qu'il s'agissait plutôt d'une action accomplie par un groupe de lutte armée non-mapuche. Ce fut pourtant à travers cette attaque que la CAM se fit connaître publiquement, et illustra, dans les faits, son projet. Elle affirma l'abandon de toute voie d'in-

¹ Il s'agit surtout de militants du *Frente Patriótico Manuel Rodríguez (FPMR)*, le bras armé marxiste-léniniste disposant d'une marge opérationnelle militaire au sein du Parti Communiste, puis totalement autonome à partir de 1987. Le FPMR a effectué des centaines de sabotages, des attentats et des éliminations de responsables politiques, militaires et capitalistes. Son projet fondamental pour abattre la dictature de Pinochet était une guerre populaire de libération nationale du Chili, menée par le FPMR et des milices populaires. Il y aurait aussi eu d'anciens militants du *Movimiento Izquierda Revolucionaria (MIR)* et du *Movimiento Juvenil Lautaro (MAPU Lautaro)*.

tégration institutionnelle en préconisant l'emploi de la « violence politique » pour conquérir et défendre l'autonomie des communautés mapuche.

Il faut préciser ici que dès le départ, le projet de « libération nationale mapuche » exprimé par la CAM ne consista nullement en la construction d'un État mapuche, ni à une représentation institutionnelle centralisatrice de toutes les communautés. Il consiste plutôt à reconstruire une « nation mapuche », entendue comme un tissu culturel et social commun entre les différentes communautés, à retrouver une cosmovision liée à des coutumes sociétales et spirituelles constitutives d'un rapport spécifique (non-productiviste et non-objectiviste) avec la faune et la flore, à préserver la langue mapuche (le *mapudungun*) et les mondes qu'elle exprime, ainsi qu'à l'autonomie complète des communautés mapuche face à toute tutelle. A l'image de ce premier sabotage incendiaire à Lumaco, le projet de la CAM se veut radicalement anti-capitaliste et anti-développement (contre l'extension de l'agro-industrie, des infrastructures énergétiques industrielles, les mines, etc.) et préconise un autre rapport à la propriété (plus communautaire) que celui capitaliste.



Cependant, il faut également insister sur le fait que cette autonomie n'est pas synonyme d'absence de toute autorité (communautaire, familiale ou religieuse), et que les expériences communautaires mapuche ne sont en ce sens pas une « version indigène » de l'autogestion libérale, et ne prétendent de toute façon pas l'être. Même s'il s'agit de formes sociétales qui ne préconisent pas la conquête d'autres communautés, qui n'aspirent pas à établir une domination sur d'autres, qui entretiennent un rapport différent avec la nature, qui ne visent pas une croissance matérielle illimitée mais plutôt une « autarcie durable », cela n'empêche pas que, comme dans toute structure sociétale, les individus qui ne rentrent pas dans certains cadres ou qui ne sauraient accepter certaines formes de hiérarchie sociale s'y trouvent en conflit. Mais peut-être faudrait-il là, et sans jamais cautionner ni relativiser des oppressions, s'interroger sur le fait que la liberté telle que nous la désirons comme fondement et seule référence dans l'agir des êtres humains, n'implique pas aussi de changer un imaginaire peut-être trop universaliste vers un imaginaire plus ouvert à la diversité (fondée non pas sur la coercition et la domination, mais sur l'autonomie et la liberté). Bref, il s'agit d'un vaste débat, mais ce qu'on veut souligner ici, est qu'il est peut-être possible de concevoir la lutte contre l'État et le capital telle qu'elle est menée aujourd'hui au Wallmapu comme une expression réelle et indéniable de la liberté, même si elle n'est d'évidence pas une expression de l'anarchie et se trouve également traversée par des déterminismes politiques empruntés au gauchisme, à un leadership qui nuit à l'autonomie ou à des logiques d'alliances politiques, etc.

Pour en revenir au projet de « libération nationale mapuche », la CAM l'a principalement construit autour de la conquête et de la défense de l'autonomie des communautés ainsi du dit « contrôle territorial ». C'est-à-dire non seulement en limitant et en contrant l'influence et l'ingérence de l'État chilien et ses institutions, ou celles de l'économie capitaliste et ses entreprises au sein des communautés, mais aussi en développant des structures autonomes alternatives (pour la santé, l'éducation, la résolution de conflits, ...) et en soutenant tout type d'activité culturelle qui approfondit

et reconquiert la cosmovision mapuche. Tout cela incluant en même temps un conflit direct contre tout ce qui fait obstacle à cette autonomie, soit une lutte violente et sans médiation contre les entreprises forestières et agro-industrielles, les entreprises énergétiques, les latifundistes, etc. Au niveau tactique, cela a donné d'un côté de longues séries d'attaques incendiaires contre les installations des entreprises forestières, agro-industrielles et énergétiques, et en même temps des occupations de terres.

A partir de 2002, face à l'escalade d'actions directes menées par des groupes proches de la CAM, mais aussi par toujours plus de communautés mapuche qui se sont déclarées « communautés en conflit », l'État chilien déclenche une vaste campagne contre-insurrectionnelle pour y répondre, nommée « *Paciencia* ». C'est dans ce cadre qu'un sympathisant de la CAM, Alex Lemún (17 ans), sera assassiné par des carabiniers lors d'une récupération de terres au détriment de l'entreprise forestière *Mininco* en novembre 2002 à Ercilla. Cet assassinat est suivi d'une opération répressive au cours de laquelle une dizaine de cadres de la CAM sont arrêtés et accusés sous la loi anti-terroriste. Les territoires mapuche sont alors militarisés avec une augmentation de la présence de forces policières et paramilitaires comme le « *Commando Hernán Trizano* », qui commence à lancer une « guerre sale » à coups de séquestrations et d'assassinats. Les expulsions de terres occupées s'intensifient, et de plus en plus de *comuneros* mapuche (habitants des communautés) font l'objet de procédures judiciaires, d'arrestations et d'incarcérations. Dans un même mouvement, selon la technique de la carotte et du bâton, l'État chilien tente de séduire certaines communautés avec des projets d'intégration et de soutien, des plans sociaux, des projets de développement et d'investissements par des entreprises privées, ainsi que des négociations autour de terres disputées en échange d'un renoncement à la violence et à la résistance. Afin d'isoler les « intransigeants » et les communautés en lutte, l'État instaure également des « zones rouges » dans lesquelles l'accès est régulé voire interdit (pour les non-habitants), en faisant l'objet d'une surveillance militarisée.

A cette période, et pas plus qu'aujourd'hui, bien que porteuse d'un projet se voulant fédérateur, la

CAM n'était pas la seule expression de la lutte mapuche. Il existait déjà une vaste hétérogénéité non seulement au niveau général de la lutte (avec des « communautés en conflit » côtoyant d'autres penchant vers un peu plus d'institutionnalisation, ou certaines organisations politiques mapuche prônant plutôt l'inclusion culturelle et professant des discours victimistes, etc.), mais également au sein même des secteurs les plus radicaux. Cela a donné à maintes reprises des conflits, des distanciations et des scissions entre la CAM et certaines communautés ou autres groupes, concernant autant les tactiques de lutte que les contenus du projet de résistance mapuche. Il faut dire qu'avec la distance et avec des situations qui sont souvent très liées à des enjeux locaux précis, à l'intérieur d'un mouvement de lutte prônant lui-même l'hétérogénéité et l'autonomie comme des valeurs éthiques pour rejeter régulièrement les tendances plus centralisatrices (la CAM en a aussi fait les frais lorsqu'elle tendait vers une centralisation de la résistance), il nous est ici impossible d'esquisser un tableau complet des divergences et des débats qui ont traversé et traversent les expressions radicales de la lutte. Des divergences qui, à notre avis, ne sont pas des points de faiblesse, mais souvent des signes d'une vitalité tendant vers plus d'autonomie.

La radicalisation du conflit à partir de l'année 2008

En quelques années, cette militarisation a poussé une partie des communautés à se déclarer « en conflit » de gré ou de force, augmentant par là-même le nombre de foyers de lutte et les actions de sabotage. Pour faire face à une répression anti-terroriste ciblée contre les groupes de sabotages, mise au point par les forces policières conjointement avec les services de renseignements chiliens, de nombreux *comuneros* ont aussi peu à peu été contraints à la clandestinité, et la CAM elle-même a dû s'y résigner, ce qui a impliqué selon ses propres dires, de considérables revers opérationnels². Elle mettra alors plusieurs années pour réadapter son organisation aux conditions d'une clandestinité assez rigoureuse.

² Voir 21° *Años de la Coordinadora Arauco Malleco : Apuntes para una historia de la CAM*, communiqué de la commission politique de la CAM, décembre 2018.

Le 3 janvier 2008, la communauté en conflit Lleupeco de Vilcún, va occuper des terres du domaine Santa Margarita, propriété de Jorge Luchsinger. Comme à de nombreuses autres occasions, des *weichafé* de la CAM se joignent alors aux *comuneros* et *comuneras* afin de mener ensemble l'action à bien. Vu qu'il s'agissait de terres traditionnelles revendiquées, ce domaine était placé depuis quelques temps sous protection policière, et c'est lors de l'occupation qu'un carabinier tua le *weichafé* Matías Catrileo. Né dans une famille de la classe moyenne (avec un père d'origine mapuche), Catrileo s'approcha des cercles anarchistes de la capitale, puis décida de rejoindre la lutte dans le sud du pays au sein de la CAM. Suite à son assassinat, les incendies de terrains exploités par les entreprises forestières se multiplièrent, tout comme les attaques contre leurs engins. Dans les villes mêmes, des manifestations tournèrent également en affrontements très violents. A Santiago et ailleurs, de nombreuses attaques incendiaires et explosives contre des cibles étatiques et capitalistes, revendiquées par des anarchistes, des mapuche ou des anticapitalistes autonomes, firent allusion à la mort du *weichafé* dont le parcours soulignait l'intensification des échanges entre anarchistes, anticapitalistes autonomes et mapuche³. Dans la capitale, un in-

³ Si pas mal de jeunes nés dans les communautés mapuche sont partis en ville pour y étudier et trouver du travail, d'autres comme Matías Catrileo firent le chemin inverse, portant avec eux des expériences et des idées libertaires au cœur du conflit mapuche.

connu tira aussi contre un ingénieur-gérant responsable d'un barrage hydro-électrique dans le Wallmapu, alors qu'il sortait de chez lui : tant au sud que dans les villes chiliennes, le conflit mapuche allait clairement vers une extension. Quelques

mois après l'assassinat de Matías Catrileo, c'est dans le quartier périphérique de Pudahuel à Santiago qu'un second anarchiste mapuche, Johnny Cariqueo Yañez, mourut, cette fois suite à un tabassage par la police, ce qui donna à nouveau lieu à de nombreuses attaques vengeresses dans la capitale et ailleurs.

Au sein de la CAM, la mort de Catrileo et l'extension du conflit qui s'en suivit générèrent de vastes débats sur la viabilité des tactiques préconisées jusque-là, finissant toujours principalement par tourner autour de la question de « l'action de masse », c'est-à-dire les récupérations de terres

soutenues par des actions de sabotage. Ces occupations « de masse » exposaient par exemple les participants à une féroce répression, qui pourrait devenir plus mortelle avec la hausse du conflit en cours. Face aux réactions toujours plus armées des propriétaires et des carabiniers, il n'existait de même ni préparation, ni l'armement nécessaire au sein des communautés pour y répondre de façon massive. C'est alors que tout en continuant ces « actions de masse », la CAM opta pour la création de groupes spécifiques, nommés *Órganos de Resistencia Territorial* (ORT). Dédiés à la préparation physique, mentale et militaire des *weichafé* afin de devenir en quelque sorte les noyaux d'une guérilla armée, les ORT furent d'emblée conçus comme des entités autonomes au niveau logistique et de prise d'initiative, tout en étant bien entendu liés au projet général de la CAM. Cette autonomie et compartimentation devait aussi offrir une protection supplémentaire contre le renseignement et la répression. On peut également souligner que les ORT et les autres groupes disposaient généralement d'un armement assez rudimentaire, consistant principalement en fusils de chasse et pistolets, voire en carabines artisanales, et que ce n'est que très récemment que des fusils d'assaut ont fait leur apparition lors des sabotages. De même, il n'y a eu que peu d'actions avec emploi d'explosifs, et celles-ci datent de ces dernières années et vise principalement des infrastructures énergétiques ou de télécommunication.

À partir de 2009, les ORT de la CAM furent à même d'augmenter le nombre et la qualité des attaques contre les structures des entreprises forestières et hydro-électriques, ainsi que contre les domiciles et propriétés des latifundistes situés sur les territoires disputés par les communautés. La continuité de leurs actions, combinée avec un processus de « contrôle territorial » exercé par les communautés en conflit qui occupaient les terres de façon plus durable (en y construisant des habitations, en y organisant agriculture ou élevage, etc.), commença à déstabiliser sérieusement les structures de la domination étatique et capitaliste dans plusieurs zones du Wallmapu.

Face à cette offensive, la réponse étatique ne se fit une nouvelle fois pas attendre, avec cette fois des escadrons militarisés faisant des descentes

dans des communautés en conflit, non seulement dans les zones d'Arauco et de Malleco mais aussi à Ercilla, Collipulli, Vilcún et dans les environs de Temuco, afin de « *démanteler les écoles de guérilla* » et les « *foyers du terrorisme rural* ». Vers la fin de 2009, 80% des cadres de la CAM se retrouvèrent ainsi derrière les barreaux, et une partie de la lutte allait désormais se concentrer sur la libération des « *prisonniers politiques mapuche* », tandis que la répression incessante ne cessait de provoquer de vastes débats au sein de la lutte mapuche, ainsi qu'à l'intérieur de la CAM même. D'après conflits éclatèrent, des prises de distance se succédèrent et des scissions se produisirent.

Scissions et autonomies de lutte

En 2010, l'État chilien proposa finalement un « *espace de dialogue* », auquel il convia l'ensemble des organisations politiques mapuche, y compris la CAM. Le but recherché était clairement de mettre fin aux hostilités en échange de miettes, comme l'octroi d'une autonomie locale très relative. Fort affaiblis, une partie des cadres de la CAM commencèrent alors à ouvrir la possibilité d'une négociation avec le gouvernement. Cette ouverture au dialogue avec l'ennemi au sein de la CAM donna lieu à de nouvelles importantes scissions. Opposés à une telle ouverture, des récalcitrants créèrent en 2010 le *Weichán Auka Mapu* (« *Lutte du territoire rebelle* », WAM), une organisation de guérilla mapuche qui déploie jusqu'à aujourd'hui une capacité tentaculaire de frappe visant de nombreuses expressions de la domination (y compris des attaques contre des églises, des temples protestants et des écoles, pratiques que la CAM ne manqua pas de qualifier de « *contre-productives* »). Contrairement à la CAM qui se conçoit comme une coordination de groupes organiques, la WAM se voit plutôt comme une « *alliance* » de différents groupes, et il existerait ainsi une influence anarchiste grandissante en son sein, grâce à la présence de compagnons et compagnonnes libertaires au sein de ses groupes d'action.

En 2011, une autre organisation vit le jour, nommée *Resistencia Mapuche Malleco* (RMM), exclusivement dédiée à la lutte armée, mais qui ne semble pas avoir de structure organique définie. L'organi-

À partir de 2009, les groupes de combat de la CAM furent à même d'augmenter le nombre et la qualité des attaques contre les structures des entreprises forestières et hydro-électriques, ainsi que contre les domiciles et propriétés des latifundistes situés sur les territoires disputés par les communautés.

sation s'est fait connaître en abattant des pylônes à haute-tension à l'aide de scies électriques, une pratique « *nouvelle* » au sein de la lutte au Wallmapu. Enfin, de l'autre côté de la cordillère des Andes, sur le territoire dominé par l'État argentin, naquit l'organisation *Resistencia Ancestral Mapuche* (RAM), plus proche du projet de la CAM.

En 2013, pour commémorer le cinquième anniversaire de l'assassinat de Catrileo, une attaque fut menée par un groupe de *weichafé* contre la villa du couple de propriétaires Luchsinger-Mackay (la famille latifundiste Luchsinger a une longue histoire d'usurpation des terres mapuche). A leur arrivée, Luchsinger sort immédiatement de la maison et ouvre le tir. Les assaillants le repoussent puis mettent le feu à la maison, où le couple mourra dans l'incendie. Si cette attaque ne fut revendiquée par aucune organisation existante, elle marqua clairement un pas supplémentaire dans les hostilités. Au cours de ces années-là, d'autres « *types* » d'actions moins habituelles commencèrent également à se répandre sous impulsion de différentes ORT, de différentes organisations (WAM et RMM) et d'autres groupes radicaux mapuche plus éphémères ou moins structurés. Il s'agit notamment d'attaques armées contre les carabiniers, d'embuscades de convois de bois et leur destruction incendiaire, d'attaques contre des domiciles de latifundistes ou d'exploitants, d'incendies d'églises, d'écoles ou de mairies, ainsi que de sabotages contre des infrastructures énergétiques comme les pylônes ou de télécommunications comme les antennes-relais de la zone. Cela n'empêcha pas que les attaques contre les engins des entreprises forestières continuent, dont beaucoup

ne furent pas revendiquées spécifiquement, où les assaillants se contentèrent souvent de laisser une simple banderole ou des tracts sur place avec quelques slogans. De temps en temps, des organisations comme la CAM ou le WAM revendiquèrent par voie d'un communiqué unique l'ensemble des actions réalisées par leurs groupes au cours d'une certaine période. Il faut aussi souligner que d'autres actions, notamment des blocages de route, mais aussi des rassemblements et des manifestations, se succédèrent presque quotidiennement dans certaines parties du Wallmapu lors des périodes plus « chaudes ».

Si les ORT continuèrent à fleurir et à organiser un harcèlement permanent des entreprises capitalistes, la CAM se concentra donc pendant ces années-là sur la question des prisonniers politiques mapuche, et perdit en influence en faveur d'autres groupes radicaux mapuche, notamment à cause de sa prise de distance contre certaines pratiques (comme les incendies d'églises ou les attaques contre des personnes) et suite à des conflits avec certaines communautés en lutte.

Ce n'est qu'en janvier 2017 que la CAM recommença à revendiquer une attaque incendiaire contre des camions d'entreprises forestières, suivie d'une seconde quelques mois plus tard contre un convoi de l'entreprise *Trans-Cavaliere* lors de laquelle 19 camions et 9 rampes pour bois furent détruits sur la route entre Temuco et Lautaro. Au cours de cette année 2017, c'est cependant la WAM qui fit preuve d'une plus grande vitalité et revendiqua plusieurs attaques et embuscades. En septembre, l'État chilien déclencha de son côté l'opération répressive baptisée « *Huracán* », conduisant à l'arrestation de huit personnes très connues de la résistance mapuche. Le procès finit par tomber à l'eau, et fut dénoncé comme un montage typique concocté par les services de renseignement chiliens. Du côté argentin, l'année fut marquée par l'assassinat de l'anarchiste Santiago Maldonado en août. Ce compagnon participait aux blocages de route que menait la communauté mapuche en lutte *Pu Lof* de Cushamen, lorsqu'il fut enlevé par des policiers, puis assassiné. Son cadavre ne fut retrouvé qu'en octobre, près de l'endroit d'où il avait été enlevé. Sa disparition et sa mort donna lieu à d'importantes mobilisations (dont une bonne partie puisait aux sources du victimisme et du droit-

de-l'homisme pour dénoncer « un abus » tout en taisant que Santiago était un compagnon anarchiste) et affrontements.

D'une autre tentative de pacification à la révolte de 2019

Quelques mois après son investiture en 2018, le nouveau président du Chili, Sebastián Piñera, présenta le « *Plan Impulso Araucanía* », le troisième projet gouvernemental en moins de dix ans pour tenter de pacifier les terres mapuche. Il convia à la table de négociations les représentants des organisations sociales et politiques mapuche, à l'exclusion de radicaux comme la CAM. Alors que des négociations étaient entamées à Santiago avec les interlocuteurs raisonnables de la lutte, un nouvel escadron de carabiniers fut déployé dans le sud. Ayant reçu des entraînements en tactiques de contre-guérilla en Colombie, cet escadron que les mapuche vont vite nommer « *comando Jungla* » à l'instar de son confrère colombien, représenta une escalade de plus dans la militarisation des zones mapuche. Si les différents gouvernements chiliens ont toujours nié avoir déployé l'armée en zone mapuche contre des civils, ils y ont par contre militarisé à outrance le corps des carabiniers, menant là une sorte de guerre larvée qui ne dit pas son nom afin de ne pas trop heurter les éventuelles sensibilités internationales, et surtout ne pas effrayer les investisseurs.

Le 14 novembre 2018, c'est le *comunero* Camilo Catrillanca, actif au sein de sa communauté dans la résistance mapuche, qui est assassiné à Temucucui d'une balle dans la nuque par ce *comando Jungla*. La situation monte vite d'un cran en réaction : d'énormes manifestations de mapuche et de personnes solidaires virent à l'émeute à Santiago et dans d'autres villes chiliennes. Dans la seule capitale, on dénombre pas moins d'une centaine de barrages de route. Sur les terres mapuche, les groupes radicaux multiplient attaques et sabotages. Mais cette fois-ci, nombre d'actions incendiaires sont également entreprises « en dehors » des principales organisations de lutte, ce qui est aussi un résultat de l'autonomie grandissante des ORT au sein de la CAM, comme de la multiplication des différents groupes et mini-organisations au sein des communautés en

lutte. La rage incendiaire vise tout ce qui représente l'État chilien et l'investissement capitaliste, y compris des centres communautaires, des écoles, des résidences secondaires, des filiales bancaires, ... En ville, des attaques incendiaires et explosives, revendiquées par des anarchistes en solidarité avec la résistance mapuche, ciblent des institutions étatiques et capitalistes.

Alors que le conflit au Wallmapu est rythmé par une continuité persistante de sabotages et d'attaques, en octobre 2019 la situation sociale explose à travers tout le Chili, donnant lieu à une révolte incontrôlable qui durera plusieurs mois⁴. Dans les zones mapuche, la révolte qui secoue les villes chiliennes se répand également, avec des occupations, manifestations et affrontements dans tous les principaux centres urbains du Wallmapu. Cependant, il faut quelques semaines encore avant que les groupes de lutte mapuche décident à leur tour de se lancer dans la bataille, multipliant une fois de plus les attaques. Plusieurs d'entre elles furent d'ailleurs accomplies à l'explosif contre des infrastructures, comme l'attaque à Contulmo contre un pylône à haute-tension.

Entre intégration et résistance radicale

Juillet 2020. En plein état d'urgence sanitaire, le parlement chilien approuve une résolution visant à « *augmenter la présence des forces de l'ordre et de sécurité [en Araucania] afin de freiner les actes terroristes et de désarticuler les bandes criminelles derrière ces actes, vu que les efforts actuels ne sont pas suffisants et n'ont pas donné de bons résultats* ». Ce vote intervient dans un contexte de militarisation des territoires mapuche, notamment après la mort d'un camionneur en février 2020, lorsque que des *weichafé* mirent le feu à son camion près de la commune de Victoria. En même temps, le gouvernement compte ainsi répondre à l'agitation croissante qui accompagne la grève de la faim du *machi* [guérisseur] Celestino Córdova, en grève avec sept autres prisonniers mapuche contre sa condamnation dans le procès pour le meurtre du couple Luchsinger-Mackay de 2013. Pour les soutenir, des manifestants mapuche occupent des mairies, les attaques contre les entreprises forestières se multiplient, les actions de

sabotage et les embuscades des ORT et de la WAM s'étendent à travers une bonne partie des zones mapuche. Un nouveau groupe, nommé *Resistencia Mapuche Lafkenche* (RML), réalise également des actions de guérilla plus complexes, comme la tentative de sabotage du pont autoroutier stratégique de Lleu Lleu (interruption de la circulation par des combattants armés, puis explosion d'une voiture bourrée d'explosif), des fusillades avec les forces spéciales des carabiniers ou la destruction à l'explosif d'antennes-relais et d'émetteurs. Fin juillet, quelques jours après le vote, le déraillement d'un train de marchandises, marqua encore un pas dans la lutte : les saboteurs avaient coupé un rail puis enlevé les traverses, et auraient également tiré sur le train.

L'annonce du gouvernement de l'envoi de troupes supplémentaires jetta de l'huile sur le feu d'une situation déjà très tendue, notamment à cause des différents états de siège et d'urgence promulgué par le

¹ Pour en savoir plus sur la révolte de 2019, voir par exemple le numéro spécial du bulletin anarchiste *Avis de tempêtes*, n° 23 bis, « Danser avec les flammes ».



gouvernement au prétexte de la pandémie. La puissante organisation patronale du transport routier organisa à cette occasion des grèves contre l'insécurité dans le sud, puis conclut en septembre 2020 un accord visant à renforcer la protection des convois

« On peut récupérer plusieurs apprentissages pour nous-mêmes en regardant la continuelle lutte radicale mapuche, des éléments que nous pouvons sans doute insérer dans la lutte insurrectionnelle contre toute autorité. Son rythme de guerre est déjà un exemple à suivre, intensifiant et diversifiant le combat, d'un côté contre la dépossession séculaire et de l'autre en réponse aux coups répressifs. »

Contra Toda Autoridad, n°4, mars 2017

de camions. En octobre 2020, eut lieu le référendum national plusieurs fois repoussé sur l'instauration ou non d'une nouvelle Constitution, présentée comme l'issue politique de la révolte de 2019-2020. Cette question référendaire divisa également le conflit mapuche, toujours tiraillé entre rupture définitive et radicale avec l'État et intégration- inclusion en son sein en tant que « peuple indigène » doté de garanties et droits supplémentaires. Cependant, les semaines avant et après le référendum n'en restèrent pas moins intenses, avec un nombre grandissant d'irruptions de *weichafé* armés dans les domaines forestiers pour y brûler engins et camions, d'embuscades tendues aux camions le long des routes, ainsi que de tirs contre les carabiniers.

Puis, début 2021, l'État chilien annonça finalement la tenue d'élections pour le congrès chargé de rédiger la nouvelle Constitution, prévues en mai. Une partie des représentants politiques mapuche s'étant déjà déclarés favorables à une nouvelle Constitution, ils se préparèrent alors à participer au processus en espérant y arracher une plus grande place. Du côté des communautés en lutte et des organisations radicales, le rejet de ce processus constituant resta par contre ferme, arguant que ce dernier ne pouvait que mener à l'intégration plutôt qu'à l'autonomie, et qu'il ne changerait rien à la dévastation en cours des terres du sud. C'est une des explications de ce que le président Piñera allait qua-

lifier à partir de février 2021 de « *vague irrationnelle de violence* », avec la multiplication d'incursions armées dans les domaines forestiers pendant que les résidences secondaires de notables locaux et non-locaux étaient systématiquement attaquées et brûlées (pendant l'été chilien de 2020-2021, plus de cinquante résidences et chalets de vacances furent brûlés).

Dès le 10 février 2021, lors de sept attaques incendiaires en quelques heures sur les routes de Cañete, Contulmo et Tirúa, des *weichafé* interceptent et brûlent 12 camions des entreprises forestières et 4 fourgons, non sans détruire une sous-station électrique, ce qui provoqua des coupures de courant dans la zone. Lors des interventions au bord des routes et sur

les domaines, des *weichafé* font de plus en plus usage d'armes à feu. Plusieurs carabiniers et gardes sont blessés, mais également des ouvriers qui tentent de défendre les outils de l'exploitation forestière, ou des latifundistes qui essayent de chasser les *weichafé* à coups de fusil.

Le 6 mai 2021, à moins d'une semaine des élections pour le congrès constitutionnel, huit attaques incendiaires sont de la même façon menées en moins de 6 heures, de midi à 18h, contre 26 engins de tout type (camions de transport, camionnettes, porteurs, skidders) de l'industrie forestière, sur la route P90 qui mène de Lumaco à Tirúa, sur les domaines de Los Laureles, le chemin vers Rilún, à Rilún même et à Pichi Pellahuén, exploités par l'entreprise CMPC. Au milieu des cris d'orfraie de différents larbins de l'État qui demandent au choix de réinstaurer l'état de siège dans le coin ou de faire intervenir l'armée pour protéger les exploitants forestiers — notamment parce qu'un carabinier venu stopper les attaques s'est pris un tir dans son gilet pare-balles —, cette attaque d'ampleur de *Weichán Auka Mapu* (WAM) est sans aucune ambiguïté : « *Liberté pour les prisonniers politiques mapuche et ceux de la révolte. A bas industrie forestière, gravières, latifundistes, barrages hydroélectriques. A bas les yanacónas [terme péjoratif qui désigne les « traîtres », soit les mapuche travaillant pour l'industrie forestière ou l'Etat]. Marichiweu* ». Ce dernier mot, cri de bataille de la lutte mapuche, signifie « Dix

et mille fois nous vaincrons. » Le 10 mai suivant, cinq autres engins sont incendiés et détruit sur la route R-444 entre Los Sauces et Lumaco. Le 21 mai, 11 engins forestiers sont incendiés à Teodoro Schmidt par des personnes masquées et armées à deux endroits d'une exploitation forestière. L'attaque sera revendiquée par l'ORT *Lafkenche*. Ce même jour, sur le territoire de la commune de Victoria, des personnes armées expulsent un couple de propriétaires de leur maison, puis la brûlent. Trois jours plus tard, le 24 mai, des *weichafé* tendent une embuscade sur la route R-35 près de Collipulli. Au passage d'une patrouille de carabiniers, ils ouvrent le feu. Un carabinier meurt sur place.

Le Wallmapu s'enflamme après l'assassinat de Pablo Marchant

Tout au long du mois de juin 2021, les incursions armées dans les domaines forestiers continuent de plus belle, ainsi que des attaques contre les demeures de notables, comme celle de la résidence secondaire de l'archevêque de Concepción à Contulmo. Au cours de la première moitié de l'année, le nombre d'arrestations dépasse les 300 selon les chiffres gouvernementaux, et les carabiniers affirment avoir saisi pas moins de 320 armes à feu en zone mapuche tout en faisant face à un nombre d'attaques doublé comparé à l'année précédente.

Dans ce contexte toujours plus tendu et avec une grande hétérogénéité d'organisations clandestines, de groupes et de communautés, le *weichafé* Pablo Marchant est tué par un carabinier le 9 juillet lors de l'attaque contre une exploitation forestière de *Mininco*. Dès le lendemain, les territoires mapuche s'enflamment. En moins d'une semaine, les forces de l'ordre comptabilisent 44 blocages de routes, 22 attaques par armes à feu (des tirs contre des patrouilles de carabiniers ou des vigiles) et 11 attaques incendiaires lors desquelles 39 véhicules et engins des exploitations forestières sont détruits, ainsi que 5 bâtiments. Trois semaines plus tard, le porte-parole des carabiniers fait état de « 150 attentats » depuis la mort de Pablo Marchant. [Dans le texte original suivait alors une chronologie des actions allant jusqu'à fin juillet ; une chronologie plus étoffée a été rédigée pour cette publication].

Un monde entier

Malgré la présence de logiques politiciennes, malgré certaines forces qui tendent vers une hégémonie au sein de la lutte mapuche, une forte tension vers l'autonomie anime toujours ce conflit. C'est peut-être ce qui explique en partie sa continuité, malgré les périodes de militarisation du territoire ou les moments de négociations offrant une issue politique pour tenter de mettre fin aux hostilités. Certes, un nombre considérable de communautés mapuche ont accepté au fil des années les conditions de l'Etat chilien, préférant plutôt l'inclusion dans le monde capitaliste qu'une vie de bataille pour le refouler des terres où elles vivent. Aujourd'hui, il existe pas mal d'organisations politiques et sociales mapuche, parfois chaperonnées par des ONG ou des organisations politiques de gauche, qui semblent prêtes à entrer, de concert avec une partie de la « société civile chilienne », dans la danse perdante de la transformation de l'État chilien, qui a senti dans son cou la chaude haleine du soulèvement diffus de l'autonomie 2019. Mais d'un autre côté, la multiplication des attaques, l'explosion d'initiatives de protestations, de blocages, d'occupations et de manifestations, ne cesse d'indiquer d'autres chemins, dont l'issue inconnue reste encore incertaine et ouverte.

A l'heure où dans le monde entier, les conséquences de l'avancée folle de la machine industrielle et technologique se font ressentir chaque jour davantage, où les changements climatiques induits par l'industrialisation pourraient bien inaugurer des scénarios inouïs risquent de reconfigurer drastiquement les assises de la domination, cette lutte dans un coin « perdu » du monde où des habitants et habitantes porteurs de façons de vivre antagonistes avec le capitalisme et l'étatisme se battent pour chaque mètre accaparé et exploité par des entreprises et l'État, peut avoir une signification qui dépasse le territoire du Wallmapu. C'est un conflit où la critique anti-industrielle et le refus du développement capitaliste réussit à faire vivre un monde, un monde de communautés autonomes qui tentent de vivre dans et avec la nature, et non sur son dos. Certes, ces communautés ne sont pas exemptes de structures hiérarchiques, ni d'oppressions en leur sein, mais elles n'ont en tout cas pas le culte de la domination étatique, de l'exploitation de la faune et de la flore,

de la folle course en avant vers un monde toujours plus artificiel et vers une vie toujours plus assistée, celle de la civilisation marchande.

Sur un autre versant, il est indéniable que la plupart des organisations radicales mapuche s'inscrivent dans un projet de « libération nationale ». Si celui-ci ne semble pas inclure une construction étatique mapuche quelle qu'elle soit, se distinguant de fait assez nettement d'autres luttes de libération nationale sous la coupe de forces politiques cherchant à construire un nouvel État, cela a aussi pu engendrer certaines fermetures identitaires, le cautionnement d'oppressions au nom de la récupération des « traditions ancestrales », voire de la méfiance envers des expressions de solidarité critique (notamment anarchiste) avec la lutte en cours.

Quant à la « territorialité » de cette lutte, le fait qu'elle s'inscrive dans et se déroule sur un territoire précis — renforçant ainsi le discours de « libération » et de « récupération » de terres — cela en constitue assurément une des pierres angulaires. Souligner alors les limites d'un tel ancrage territorial dans un monde qui ne connaît ni ne tolère aucun « en-dehors », un monde qui a fait de la dévastation et de l'assimilation de tout ce qui lui est extérieur sa trajectoire principale, ne devrait pour autant pas conduire à nier toute potentialité réelle d'autonomies territoriales en conflit permanent avec la domination étatique et capitaliste. On pourrait même, au contraire, voir ces dernières comme autant d'expres-

sions d'une *liberté en acte, vivante et forte, liée à des espaces-temps concrets et vulnérables.*

Qui sait même si de leur côté, les anarchistes — comme certains le font déjà, au Chili et peut-être aussi ailleurs — ne pourraient pas non seulement apporter leur grain de sel à la lutte mapuche, à travers leurs suggestions d'attaques auto-organisées, leurs méthodologies de sabotage et de luttes en armes, leur critique incessante de tout *leaderisme* et de toute hiérarchie, mais également *apprendre* quelque chose, *accueillir* les expériences réelles de quelques décennies de lutte sur un territoire donné contre la dévastation capitaliste et la domination étatique, *apprécier* des autonomies territoriales qui ne sont pas forcément les nôtres ? Non seulement pour s'inspirer de la ténacité qu'on y retrouve, mais aussi de comment la vie et le combat tendent à y coïncider, comment chaque acte de guerre, chaque attaque, chaque sabotage, y exprime un monde entier, un monde qui vit — certes souvent difficilement et encerclé par des forces qui veulent le détruire —, un monde avec un autre horizon que celui de la civilisation qu'on nous impose aux quatre coins du globe.

Repris de *Avis de tempêtes*,
bulletin anarchiste pour la guerre sociale,
n° 43-44, août 2021

Abbatage de poteaux du réseau d'électricité
lors des embuscades du 10 février 2021.

Wälung

temps de l'abondance

◀ Janvier 2021 ▶

4/01, Panguipulli. Sur l'exploitation forestière Santa Olga des engins forestiers et un fourgon de l'entreprise *Besalco*, prestataire de services de CMP (*Compagnie Minière du Pacifique*) sont incendiés. L'action fut menée par l'ORT *Huilliche Kallfulikan* de la CAM.

6/01, Galvarino. Vers 6h du matin, une dizaine de *weichafé* de l'ORT *Nnagche Manguil Wenu* de la CAM font irruption dans l'exploitation forestières Santa Elena. Cinq camions et un skidder sont incendiés, une grande quantité de coups de feu ont été entendus pendant l'attaque. Un tract laissé sur place fait référence à Matías Catrileo, un jeune mapuche assassiné par les carabiniers le 3 janvier 2008 lors d'une récupération des terres.

7/01, Ercilla. Lors de l'expulsion brutale de quelques familles mapuche, neuf policiers sont blessés. L'un d'eux, grièvement blessé par balle, meurt le lendemain à l'hôpital de Temuco. Des dizaines de maisons et de cabanes sont détruites par les forces de l'ordre.

7/01, Victoria. Lors d'une altercation avec des inconnus, le propriétaire Orwal Casanova Cameron, instigateur d'extrême-droite du paramilitarisme dans le Wallmapu, est tué par balle.

7/01, Padre Las Casas. Deux engins de chantier appartenant à un entrepreneur mapuche sont incendiés. Des tracts faisant référence à la lutte mapuche sont retrouvés sur place.

9/01, Nueva Imperial. Dans l'après-midi, un groupe de *weichafé* armé de l'ORT *Kvlapan* de la CAM intercepte et détruit un camion forestier.

12/01, Tiruá et Cañete. Deux attaques incendiaires sont coordonnées contre une maison patronale et deux chalets de vacances.

15/01, Cañete. Des *weichafé* armés font irruption chez une entreprise de granulats à Caycupil. Les gardiens sont menacés pendant que trois engins sont livrés aux flammes.

18/01, Contulmo. Des *weichafé* tendent une embuscade sur la route traversant l'exploitation forestière d'Elicura appartenant à Mininco. Deux camions et trois fourgons sont incendiés lors de cette action menée par l'ORT *Kvlapan* de la CAM.

19/01, Nueva Imperial. Sur la route vers Carahué, trois engins forestiers, deux camions forestiers et un camion-grue sont interceptés et livrés aux flammes. Les *weichafé* laissent sur place une banderole signée ORT *Kvlapan* de la CAM, exigeant que les

entreprises forestières quittent le territoire.

19/01, Tirúa. Une résidence de vacances est incendiée à Quidico.

21/01, Tirúa. Deux résidences de vacances sont livrées aux flammes. C'est le quinzième attentat de ce type dans la province d'Arauco depuis le début du mois.

22/01, Tirúa. Des *weichafé* menacent les propriétaires d'une résidence à Quidico, les obligent à sortir de la maison puis y mettent le feu.

25/01, Tirúa. La *Résistance Mapuche Lafkenche* (RML) perturbe, les armes à la main, une réunion entre dirigeants locaux mapuche et non mapuche avec des représentants de l'entreprise forestière *Mininco*. Des tirs sont échangés avec des agents de sécurité privée.

26/01, Cañete. Un camion transportant du bois sur la route entre Cañete et Tirúa est intercepté par des *weichafé* et incendié. Revendiqué par la *Résistance Mapuche Lafkenche* (RML).

28/01, Vilcún. L'exploitation de pisciculture *Cermaq* est attaquée : deux cabanes, un bureau et un camion sont incendiés. L'action est menée par *Liberación Nacional Mapuche* (LNM).

28/01, Vilcún. Un camion forestier est intercepté et détruit, apparte-

nant à l'entreprise forestière *Mininco* sur la route Vilcun-Lautaro, km. 30. Action menée par *Liberación Nacional Mapuche* (LNM).

31/01, Collipuli. Plusieurs poteaux d'éclairage public sont abattus sur la route entre Collipulli et Angol. La ligne électrique aérienne est détruite par l'abattage de deux arbres, laissant le secteur sans électricité.

🏹 Février 2021 🏹

3/02, Tirúa et Cañete. Trois attaques incendiaires coordonnées sont menées contre une propriété à Quidico, contre deux résidences de vacances à Las Quilas et une chapelle catholique à Tranaquepe. En plus, pendant la matinée, des weichafé armés bloquent la route P-70 à la hauteur du pont Lleu-Lleu.

4/02, Ercilla. Des weichafé interceptent un convoi de bois. Ils obligent les chauffeurs à descendre, puis mettent le feu à quatre camions. Deux chauffeurs sont blessés par des tirs de plomb.

10/02, Cañete, Contulmo, Purén et Tirúa. Sept attaques incendiaires ont lieu le même jour. Au total, 12 camions transportant du bois ainsi que 4 fourgons d'entreprises forestières furent interceptés sur les routes entre les quatre communes et incendiés. Des pylônes en bois du réseau électrique sont abattus et une sous-station électrique est incendiée, provoquant des coupures de courant et des télécommunications dans le secteur. En plus, une résidence et deux chalets de vacances sont incendiés. Les attaques sont revendiquées par *Resistencia Mapuche Lafkenche* (RLM) en réponse à des vexations commises contre des prisonniers mapuche et finit par : « *Au peuple chilien qui s'est*

soulevé lors de la révolte, nous vous appelons à vous organiser et à augmenter les niveaux de lutte. Nous vous saluons affectueusement et voulons que vous sachiez que vous aurez toujours un allié dans le weichan si votre lutte est honnête et véritable. »

19/02, Temuco. Dix-sept engins et camions appartenant au constructeur transnational *Pleange* et à la société immobilière *Terranova* sont incendiés sur le domaine du Carmen. Action menée par *Liberación Nacional Mapuche* (LNM).

22/02, Lautaro. La propriété privée appartenant à la famille du député chilien Andrés Molina est attaquée. La maison, des véhicules et plusieurs granges sont livrés aux flammes. Action menée par *Liberación Nacional Mapuche* (LNM).

23/02, Cañete. Dans l'exploitation forestière de *Hullincó Alto* appartenant à *Mininco*, cinq engins forestiers et deux camions sont détruits lors d'une attaque de weichafé. L'attaque coïncide avec une visite du ministre de l'Intérieur dans la zone. Attaque revendiquée par l'ORT *Lafkenche Leftrarú* de la CAM.

27/02 Lumaco. Deux attaques coordonnées réduisent au total trois engins forestiers et un camion en cendres. Plusieurs coups de feu sont tirés lors des attaques. Des tracts sont retrouvés sur place signés par *Weichan Auku Mapu* (WAM).

🏹 Mars 2021 🏹

4/03, Lautaro. Lors d'une récupération de terres contre l'exploitation forestière *Miraflores*, un carabinier est touché par un tir par des *encapuchados* armés.

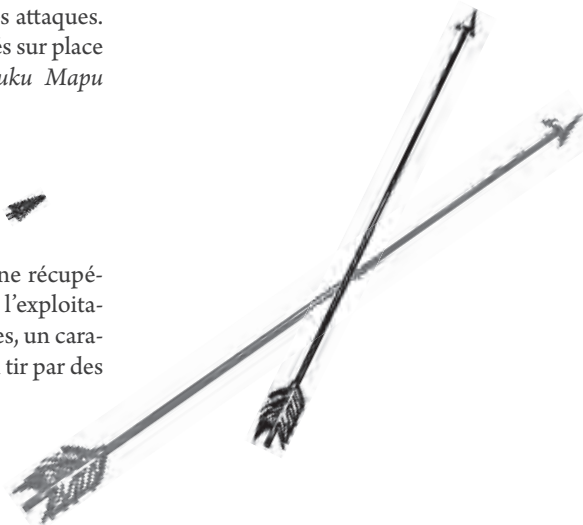
12/03, Freire. Deux exploitations sont visées par des attaques simultanées. Au total, cinq tracteurs, une pelleuse, trois bus, un camion, trois habitations et une grange sont réduits en cendres. Deux employés des exploitations sont blessés par balle.

14/03, Arauco. Quatre engins forestiers sont incendiés dans l'exploitation *Tropén*. Des tracts revendiquant la libération des prisonniers mapuche du *Lof Rogue* sont retrouvés sur place. Un employé de l'exploitation est blessé par balle.

14/03, Río Bueno. Deux engins forestiers, trois camions et un fourgon sont incendiés. Action menée par l'ORT *Huilliche Kallfulikan*.

19/03, Cañete. Des *encapuchados* interceptent un bus de transport public devant le Musée Mapuche. Après avoir obligé les passagers à descendre, ils y mettent le feu.

30/03, Lleu Lleu. Attaque contre un engin de forage, affecté au forage de puits pour l'arrosage des plantations de pins et d'eucalyptus de *Mininco* et d'un fourgon des travailleurs.



Emboscades du 10 février 2021 à
Cañete, Contulmo, Purén et Tirúa.
Revendiquée par la Resistencia Ma-
puche Lafkenche

Rimü

temps de se couvrir



▲ Avril 2021 ▲

5/04, Toltén. Des *weichafé* armés de l'ORT *Wenteche Catrileo* de la CAM font irruption dans l'exploitation forestière de Santa Lucia appartenant à *Mininco*. Huit engins forestiers sont livrés aux flammes. Une pancarte disant « *Forestal Mininco, nous t'expulserons du Wallmapu. Santos Reinao Millahuel e Emilia Nuyado [deux politiciens mapuche]* yanacunas du peuple mapuche » est retrouvée sur place.

9/04, Lleu Lleu. Pendant la nuit, la maison d'un des treize porte-paroles de communautés mapuche qui ont fait une déclaration publique conjointe condamnant catégoriquement la lutte armée, est incendiée. Non loin de là, une agence de tourisme est également incendiée.

12/04, Ercilla. Une école rurale est incendiée pendant la nuit. Sur place, des tags sont retrouvés exigeant la libération des prisonniers politiques mapuche.

13/04, Tirúa. Vers midi, une trentaine de *weichafé* munis d'armes automatiques érigent une barricade sur la route P-72s. À l'arrivée d'un véhicule de police, ils ouvrent le feu. En parallèle, près du pont Lleu Lleu, un autre groupe fait

exploser une voiture piégée, endommageant un transformateur électrique, ce qui provoque une coupure de courant. L'action est revendiquée par le *Resistencia Mapuche Lafkenche* (RML).

17/04, Padre Las Casas. Suite à l'expulsion d'un terrain occupé, des *encapuchados* érigent des barricades et mettent le feu à une chapelle catholique.

24/04, Cañete. La résidence secondaire d'un juge face au lac Llanhue est incendiée.

27/04, Freire. Des *weichafé* de l'ORT *Kulapan* de la CAM pénètrent pendant la nuit dans une exploitation forestière privée et mettent le feu à trois engins forestiers. Une banderole faisant notamment allusion au prisonnier mapuche de la CAM, Daniel Canio, est laissée sur place.

30/04, Labranza. Des *weichafé* armés interceptent un camion forestier, obligent le chauffeur à descendre et mettent le feu au camion. Une feuille de papier revendiquant la libération des prisonniers mapuche est laissée sur place, signé par *Liberación Nacional Mapuche* (LNM).

30/04, Galvarino. Tôt le matin, des *weichafé* armés de l'ORT *Nagche Anganamun* de la CAM font irrup-

tion dans l'exploitation forestière de Portahue et incendient cinq engins forestiers ainsi que deux camions.

◀ Mai 2021 ▶

3/05, Vilcún. Attaque incendiaire contre deux villas, revendiquée par *Liberación Nacional Mapuche* (LNM).

5/05, Tirúa. Un camion et une pelleteuse des travaux de voirie sont incendiés.

6/05, Lumaco. À différents endroits, des convois forestiers sont interceptés. Au total 26 engins forestiers de tout type et des camions sont détruits. Sur la route R-444, une longue fusillade oppose des *weichafé* à la GOPE, l'unité spéciale des Carabiniers. L'action est revendiquée par le *Weichan Auku Mapu* (WAM) par une banderole laissée sur place : « *Liberté pour les prisonniers politiques mapuche et ceux de la révolte. A bas industrie forestière, gravières, latifundistes, barrages hydroélectriques. A bas les yanacunas. Mari-chiweu !* »

10/05, Lumaco. Sur la route entre Los Sauces et Lumaco, deux camions forestiers, un camion agri-

cole, une moissonneuse-batteuse, un véhicule tout-terrain et un pick-up sont détruits. Action menée par l'ORT *Nagche Pelontraru*.

17/05 Tirúa. La voiture du policier mapuche Santos Reinao Millahuel est pris en embuscade : plusieurs tirs transpercent le pare-brise, mais personne n'est blessé.

21/05, Teodoro Schmidt. Sur la route entre Nueva Imperial et Teodoro Schmidt, des *weichafé* armés de l'ORT *Lafkenche Leftraru* de la CAM interceptent un convoi de l'entreprise forestière Corte Alto. 17 engins forestiers de différents types sont détruits. Une banderole disant « *Entreprises forestières et yanakonas dehors. Liberté pour Daniel Canio et tous les prisonniers politiques mapuche* » est laissée sur place.

23/05, Carahué. A la fin de l'après-midi, des conteneurs et deux engins forestiers de l'entreprise *Mininco* sont incendiés dans l'exploitation Santa Ana. Action menée par l'ORT *Lafkenche Leftraru*.

24/05, Collipulli. Un carabinier est tué par un tir dans le thorax lors d'une embuscade sur la route R-35.

27/05, Tirúa. Pendant la nuit, un bus et un minibus affectés au

transport des employés de *Mininco* sont incendiés. Les véhicules appartenaient à l'entreprise *Millahuel*, propriété d'un dirigeant mapuche.

29/05, Contulmo. Des *weichafé* incendient deux camions dans l'exploitation forestière San Ernesto. Ils obligent le gardien de l'exploitation à descendre de sa camionnette avant d'y mettre le feu.

Jun 2021

4/6, Lumaco. Pendant la nuit, des *weichafé* de l'ORT *Nagche Pelontraru* de la CAM réalisent deux attaques simultanées contre les propriétés de deux latifundistes, *Cortezi* et *Zaneti*. Une grange, une maison patronale et deux camions de bois utilisés par *Mininco* et *Arauco* sont incendiés.

10/6, Cañete. Sur la route entre Caramavida et Los Álamos, trois camions, deux fourgons, deux grues et deux porte-véhicules sont détruit lors d'une action par l'ORT *Lafkenche Leftraru*.

30/06 Contulmo. Un groupe de *weichafé* ouvre le feu contre le poste des carabiniers. Poursuivi par des patrouilles, le groupe réussit à s'échapper.

30/06, Contulmo. La résidence secondaire de l'archevêque de Concepción est incendiée pendant la nuit.

Juliet 2021

5/07, Cañete. Des *weichafé* armés font irruption sur une propriété dans le secteur d'El Mirador. Ils obligent les propriétaires à sortir de la maison. Puis ils incendient la maison, deux véhicules et trois camions de bois. Sur place, des tracts revendiquant la libération des prisonniers mapuche sont retrouvés.

7/07, Carahue. Lors de l'attaque contre l'exploitation forestière de Santa Ana, appartenant à *Mininco*, Pablo Marchant, *weichafé* de l'ORT *Lafkenche Leftraru* de la CAM, est tué par un carabinier. Les territoires mapuche s'enflamment : en moins d'une semaine, les forces de l'ordre comptabilisent 44 blocages de routes, 22 attaques par armes à feu (des tirs contre des patrouilles de carabiniers ou des vigiles) et 11 attaques incendiaires lors desquelles 39 véhicules et engins des exploitations forestières sont détruits, ainsi que 5 bâtiments. Trois semaines plus tard, le porte-parole des carabiniers fait état de « 150 attentats ».

C'EST DANS LE FEU DU WEICHAN QUE NOUS TE COMMÉMORONS, WEICHAFÉ TONO !

*Coordinadora Arauco Malleco (CAM)
15 juillet 2021*

A notre peuple-nation Mapuche, aux peuples opprimés du monde et à l'opinion publique nationale et internationale, la Coordination Arauco Malleco – CAM, déclare :

Kiñe: Que nous revendiquons notre weichafé Pablo Marchant, militant de premier plan de la Coordination Arauco Malleco et membre de l'Organe de Résistance Territoriale – ORT *Lafkenche-Leftraru*, tombé au combat contre les laquais du grand capital le vendredi dernier 9 juillet au Wallmapu. Nous voulons être clairs et précis : dans ce contexte de lutte frontale contre les investissements capitalistes dans notre territoire et pour la libération national mapuche, Pablo Marchant a laissé un souvenir d'un engagement militant et d'un dévouement irréductible, que nous honorerons dans chaque action de résistance que nous, *weichafé*, effectuons aux quatre coins du Wallmapu.

Epu: Que les responsables directs de la mort de notre weichafé sont les forces policières de l'État du Chili et les entreprises forestières transnationales, dans ce cas l'entreprise forestière Mininco, qui agissent de concert et à tout prix pour assurer les intérêts du grand capital au Wallmapu. Ce sont eux les responsables historiques de la spoliation, du pillage, du génocide et de la domination coloniale de notre peuple, des logiques que le *weichafé* Pablo Marchant affronta avec une intégrité révolutionnaire et exemplaire, jusqu'à y donner sa propre vie.

Küla: Qu'à la différence de ce que pensent les entités hésitantes et serviles mapuche et non-mapuche, la mort de notre *weichafé* s'est produite dans un contexte où la démocratie bourgeoise et coloniale montre son véritable visage, en intensifiant la politique répressive, ce qui signifie de l'acceptation pour le mapuche docile et du plomb pour l'insurgé. C'est dans ce contexte socio-politique qu'il s'agit aujourd'hui de continuer à créer les conditions pour avancer dans la reconstruction nationale mapuche. Mais selon les « représentants plurinationaux », ces conditions seraient limitées aux avancées et régressions dérivées de la convention constitutionnelle, une question totalement fallacieuse qui finira en nouvelle illusion et tromperie pour notre peuple.

Meli: Que face au processus de la convention constitutionnelle, et toutes ses instances de légitimation institutionnelle, nous affirmons qu'historiquement nous, les mapuche, avons remis en question de faire partie de l'État oppresseur et d'accepter la soumission coloniale que cela implique. Ainsi, la participation mapuche à la convention perçue comme une opportunité pour « refonder » le pays

est en réalité en acte de soumission au pacte colonial, qui offre une possibilité de réajustement à la gouvernance néolibérale laquelle a exacerbé la dévastation du Wallmapu ces dernières décennies. Le choix de cette voie institutionnelle cherche à faire rentrer la souveraineté de notre projet politique émancipateur dans une camisole de force et de la soumettre à la géopolitique d'un État criminel. Cela remet en cause tout ce qui a été accumulé en matière de territoire par le mouvement autonomiste, d'autant plus que cette voie est liée aux partis politiques traditionnels qui historiquement ont représenté les intérêts de la bourgeoisie nationale et internationale. C'est une illusion totale de croire que dans ce contexte, le « pragmatisme politique » et l'« opportunité historique » de la convention constitutionnelle permettraient de créer un meilleur rapport de force pour la cause mapuche. C'est même tout le contraire : par cette voie on n'a jamais obtenu d'avancées importantes en matière de territoire et de politique, ce qu'on constate avec l'échec qu'a été l'initiative d'achat et de vente de terres poussée par les différents gouvernements de service et qui n'a été qu'exclusivement au service du système de propriété usurpée et de l'extractivisme.

Kechu: C'est dans ce sens que nous réaffirmons que la sortie plurinationale¹ ne sera jamais un véritable processus de décolonisation et de libération

¹ A l'instar de ce qui s'est passé récemment dans d'autres pays latino-américains comme la Bolivie, la convention constitutionnelle semble vouloir proposer la refondation de l'État chilien comme un État « plurinationnel », composé de plusieurs nations et peuples. Une telle politique vise bien sûr à garder les peuples indigènes dans le giron de l'État et de renforcer sa légitimité institutionnelle par l'intégration et la reconnaissance de droits.

de notre peuple ; c'est un artifice tactique afin d'obtenir la nouvelle légitimation dont l'ordre politique-économique de la bourgeoisie et des latifundistes colons ont besoin. C'est-à-dire, la pluri-nationalité ne touche pas à la reproduction du capital dans notre territoire, ni l'interrompt-elle. La participation à la convention constitu-

tionnelle, malgré les avantages que les entités hésitantes croient y déceler, renforcera le système de propriété sur lequel l'usurpation du Wallmapu se base. Elle cherche en même temps à saper les possibilités du *weichan* et de la lutte révolutionnaire mapuche, car par là on ne sort pas de la logique de domination, elle prévoit plutôt d'annuler la confrontation politico-militaire mapuche qui, selon la classe hégémonique, n'aurait plus de viabilité dans le contexte d'un Chili plurinationnel.

Kayu: Nous réaffirmons que la seule voie possible pour la libération nationale mapuche est le *weichan* et la confrontation directe contre les expressions du capitalisme dans le Wallmapu. Ainsi, nous lançons un appel aux *lof*, aux communautés en résistance et à tous les organes révolutionnaires de notre peuple à converger dans des *nüttram* [conversations] différents, en *trawun* [réunions] territoriaux pour décider d'actions conjointes de résistance, pour accumuler des forces et pour s'accorder sur une stratégie d'affrontement pour le nouveau cycle qui s'ouvre. Tout cela en ayant comme but d'avancer dans un grand *Koyagtun* [assemblée] des territoires du Wallmapu où nous prendrons les accords nécessaires afin de matérialiser et de renforcer la stratégie de libération nationale mapuche et de récupération totale de notre territoire. En tant que CAM, nous affirmons que la base concrète de cette stratégie doit être, en premier lieu, de mener une guerre directe contre les exploitations forestières et contre toute expression du capitalisme sur notre territoire.

Nous lançons donc un appel à tout notre peuple mapuche à rester fermes, avec tout le *newen* [force] et *feyantun* [croyances] pour la défense du monde mapuche. La récupération et la reconstruction de notre nation implique la défense et la protection de notre *itrofil mongen* [environnement vivant], le renforcement de notre *rakiduum* [pensée] et de notre *ad kimun ka mongen* [sagesse du vivant] pour assumer ce *weichan* mapuche.

Et dans ce cadre, nous nous engageons en tant qu'organisation à ne pas transiger avec les principes et avec la ligne de la reconstruction nationale mapuche, nous ne trahirons pas le sang versé par nos *weichafé* tombés, nous n'abandonnerons pas nos prisonniers politiques et nous n'ignorerons pas le sacrifice et l'engagement de *pu peñi pu lamngen* [frères et sœurs] qui résistent quotidiennement et

avec dignité dans leurs communautés.

Regle: Comme organisation nous revendiquons une vingtaine d'actions de résistance qui ont eu lieu ces derniers mois et qui furent principalement dirigées contre les intérêts du grand capital :

28 décembre 2020. Sur l'exploitation forestière de Cuyinpalihue-Cañete, deux stocks de bois ont été détruits, ainsi que deux chargeurs frontaux de l'entreprise *Kupal*, prestataire de services de l'entreprise forestière *Arauco*. Action menée par l'ORT *Lafkenche Leftrararu*.

4 janvier 2021. Sur l'exploitation forestière Santa Olga-Panguipulli ont été détruits des engins forestiers et un fourgon de l'entreprise *Besalco*, prestataire de services de *CMP* (Compagnie Minière du Pacifique). Action menée par l'ORT *Huilliche Kallfulikan*.

7 janvier 2021. Sur l'exploitation forestière Galvarino, située dans le secteur de Lolenco, cinq camions et trois engins forestiers ont été détruits par l'ORT *Wenteche Mañil Wenu*.

8 janvier 2021. A Los Sauces, un camion forestier a été détruit par l'ORT *Wenteche Kvlapan*.

18 janvier 2021. Sur la route entre Imperial et Carahué, deux camions et un camion-grue ont été détruits. Action menée par l'ORT *Wenteche Kilapan*.

23 février 2021. Dans le secteur Huilenco-Cañete, deux tours de bois, deux chargeurs frontaux, deux fourgons, une abatteuse et deux algécos ont été détruits lors d'une action de l'ORT *Lafkenche Leftrararu*.

14 mars 2021. Dans Río Bueno-Osorno, deux engins forestiers, trois camions et un fourgon ont été détruits. Action menée par l'ORT *Huilliche Kallfulikan*.

5 avril 2021. A Toltén, sur l'exploitation forestière Santa Lucía, huit engins forestiers et un fourgon de l'entreprise forestière *Mininco* ont été détruits. Action menée par l'ORT *Wenteche Matías Catrileo*.

26 avril 2021. Dans le secteur Rucahue Ayipen-Freire trois engins forestiers ont été détruit. Action menée par l'ORT *Wenteche Kvlapan*.

29 avril 2021. Sur l'exploitation forestière Portahué-Galavarino, cinq engins forestiers ont été détruits par l'ORT *Nagche Anganamun*.

10 mai 2021. Sur la route entre Los Sauces et Lumaco, deux camions forestiers, un camion agricole, une moissonneuse-batteuse, un véhicule tout-terrain et un pick-up ont été détruits. Action menée par l'ORT *Nagche Pelontrararu*.

22 mai 2021. Quatre trois-roues, un engin de billonnage, un skidder, deux abatteuses, un broyeur, un engin de treuil, trois stocks de bois, un fourgon et une camionnette ont été détruits à Teodoro Schmidt. Action menée par l'ORT *Lafkenche Leftrararu*.

22 mai 2021. A Carahué, sur l'exploitation forestière Santa Ana, deux engins forestiers et des infrastructures ont été détruits par l'ORT *Lafkenche Leftrararu*.

5 juin 2021. Sur la route entre Los Sauces et Lumaco deux camions forestiers, un hangar et une maison patronale ont été détruits. Action menée par l'ORT *Nagche Pelontrararu*.

10 juin 2021. Sur la route entre Caramavida et Los Álamos, trois camions, deux fourgons, deux grues et deux porte-véhicules ont été détruit lors d'une action par l'ORT *Lafkenche Leftrararu*.

9 juillet 2021. Sur l'exploitation forestière Santa Ana à Carahué, un skidder, un camion-citerne et un minibus ont été détruits. Le weichafé Pablo Marchant est mort lors du combat avec les flics. Action menée par l'ORT *Lafkenche Leftrararu*.

C'est dans le feu du *weichan* que nous te comémons, weichafé Toño !

Liberté pour Daniel Canio, prisonnier politique de la CAM, liberté pour tous les prisonniers politiques mapuche.

A travers la résistance et le contrôle territoriale, nous avançons vers la libération nationale mapuche.

Amulepe taiñ weichan!

¡Weuwaiñ, Marrichiweu!

[Notre lutte continue. Nous vaincrons, mille fois nous vaincrons!]

Coordinadora Arauco Malleco

COMMUNIQUÉ COMMUN APRÈS LA MORT DE PABLO MARCHANT

A notre peuple-nation mapuche, au peuple chilien conscientisé, aux organisations révolutionnaires proches, aux peuples opprimés du monde. A l'opinion publique nationale et internationale :

Le weichafé Pablo Marchant, « Toño » est tombé au combat. Nous saluons son choix de se dévouer à la cause des opprimés et son engagement illimité dans notre lutte frontale. Dans ces moments douloureux, nous envoyons nos condoléances à sa famille et à son organisation, la CAM.

Si nous appartenons à des organisations différentes, nous sommes des weichafé du même peuple et nous affrontons un ennemi commun. Les responsables directs de la mort de notre frère sont les intérêts capitalistes qui se matérialisent dans l'industrie forestière extractiviste dont les acteurs principaux sont *CMPC Mininco*, *Forestal Arauco* et leurs opérateurs politiques sur zone.

Nous honorons la mémoire et l'exemple du weichafé Pablo Marchant, sa marche conséquente sur le sentier de l'action directe et du sabotage. En accord avec nos *kuivikecheyem* [ancêtres] et en mémoire des *weichafé* tombés, nous affirmons notre décision catégorique de rester sur la même voie que le peñi Pablo.

Nous revendiquons les attaques armées contre les forces policières dans le secteur de Lleu Lleu et dans le secteur La Herradura-Tirua [quelques jours après l'assassinat de Pablo].

Nous salons aussi la famille Vergara Toledo, et nous embrassons le parcours conséquent dans le *weichan* [lutte] de la *lamuen* [soeur] Luisa Toledo¹.

Dehors les entreprises forestières, les latifundistes, les barrages hydroélectriques, les yanacónas et tous les investissements capitalistes du Wallmapu.

Amulepe taiñ weichan
Marrichiweu

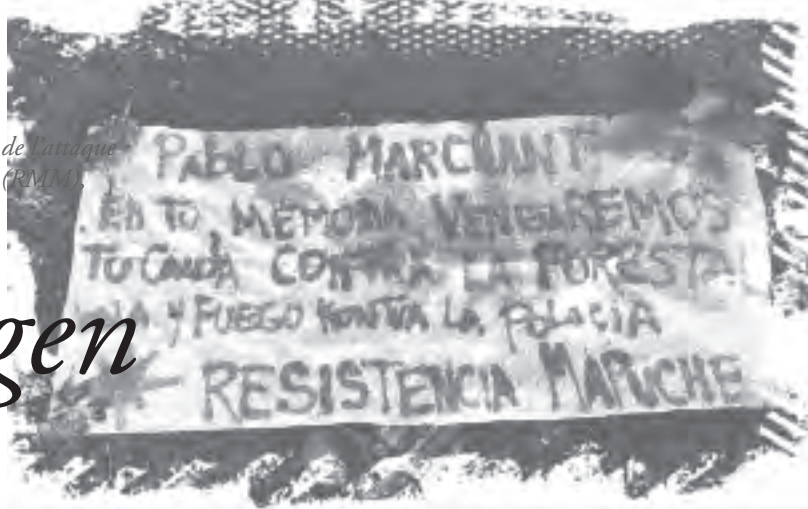
Lakfenmapu 10/7/2021
Weichan Auka Mapu (WAM)
Resistencia Mapuche Lafkenche (RML)

¹ Luisa Toledo (21 juin 1939 – 6 juillet 2021) lutta toute sa vie contre l'oppression. Elle était la mère des frères Rafael et Eduardo Vergara Toledo, étudiants et militants de l'organisation d'extrême gauche MIR (*Mouvement de la Gauche Révolutionnaire*), qui furent tués par des policiers le 29 mars 1985. Depuis ces assassinats sont commémorés chaque année lors de la *Journée du Jeune Combattant*, qui donne systématiquement lieu à des manifestations émeutières et des attaques diffuses et armées contre la flicaille dans de nombreuses villes du Chili. La famille Vergara est devenu un symbole de la continuité de la lutte radicale depuis la dictature jusqu'à aujourd'hui et de la solidarité entre différentes tendances révolutionnaires. Jusqu'à sa mort, Luisa Toledo était notamment actif dans la población de Villa Francia, un quartier particulièrement combatif.

Revendication laissée sur place lors de l'attaque de Resistencia Mapuche Malleco (RMM), le 12 juillet à Ercilla

Pukemngen

temps de pluie



- 10/7, Vilcún.** Vers 4h30, trois camions-benne, une pelleuse, un chargeur frontal et deux containers d'une entreprise d'extraction de granulats de bois sont partis en fumée sur l'exploitation forestière de Quintrilpe. Un petit tract retrouvé sur place et signé *Liberación Nacional Mapuche* (LNM) dit : « *weichafé Pablo Marchant, dans la lutte armée nous rendons justice* ».
- 10/7, Victoria.** Vers 18h, des barricades sont érigées sur l'autoroute qui relie le sud au nord du pays sur plus de 3000 kilomètres (la route 5). Un camion de l'entreprise *Embotelladora Andina/Coca-Cola* est intercepté par une cinquantaine de manifestants, son chauffeur obligé de descendre après avoir mis le véhicule en travers des voies, puis sa cabine est enflammée.
- 10/7, Cañete.** Dans le secteur de Peleco, le pied-à-terre que le procureur Luis Morales avait conservé depuis sa mutation en 2019 après quinze années sur place, est volontairement réduit en cendres, tandis qu'un message faisant référence à l'assassinat de Pablo Marchant est tagueé sur son mur d'enceinte.
- 11/07 Panguipulli.** Vers une heure du matin, sur l'exploitation forestière Santa Rosalía, trois engins forestiers et un pick-up de l'entreprise *Forestal Arauco* crament après que le vigile ait été neutralisé. Attaque revendiquée par un court message laissé sur place, signé *Liberación Nacional Mapuche* (LNM) et disant : « *Entreprises forestières dégagez ! Pablo Marchant vit dans le weichan [lutte]* ».
- 12/07, Ercilla.** Des *weichafé* armés de *Resistencia Mapuche Malleco* (RMM) coupent la route 5. Ils interceptent et détruisent six camions. La banderole laissée sur place : « *Pablo Marchant, en ta mémoire nous vengerons ta chute contre Mininco, balles et feu contre la police* ».
- 12/07, Cañete.** Vers 9h30, dans le secteur de Paso Los Negros sur l'exploitation forestière El Hualle, une dizaine de *weichafés* en armes neutralise le personnel en plein travail sur la zone, puis incendie pas moins de seize engins de chantier forestiers et camions travaillant pour *Forestal Arauco*. Un tract trouvé sur place et signé *Resistencia Mapuche Lavkenche* (RML) fait référence à l'assassinat de Pablo Marchant (« *qui continue de vivre à travers la lutte* »), ainsi qu'à des prisonniers mapuche.
- 13/07, Nueva Imperial.** Vers cinq heures du matin, sur le chemin de Misión Boroa, des *weichafé* en armes sortent de force les résidents d'une propriété foncière en les couchant au sol pour qu'ils n'interviennent pas, puis mettent le feu aux deux engins forestiers adjacents utilisés pour l'extraction de granulats de bois : une pelleuse et un chargeur frontal.
- 18/07, Río Negro.** Vers 3h du matin se produit une double attaque laissant 7 engins de chantier et 1 pick-up en cendres. La première s'est déroulée sur le domaine El Mirador appartenant à l'exploitant *Arauco*, et la seconde sur le domaine Popóen, appartenant à l'exploitant *Huempeleo*. Une banderole retrouvée sur place et signée des groupes coordonnés *ORT Kunko-Williche/Millalikan* dit notamment « *weichafe Toño, nous nous souviendrons toujours de toi avec le sabotage contre le capital. Guerre aux entreprises forestières* ». C'est le groupe *ORT Kalfulicán* qui a pris la responsabilité de la seconde attaque.
- 22/07 Curanilahue.** A partir de 8h du matin se produit une attaque coordonnée de trois groupes qui laisse 24 équipements forestiers en cendres (machines, engins de chantier, transformateurs de bio-



masse et camions) dans les zones de El Tesoro et Bajo Cifuentes. Tous appartenaient à l'entreprise *Arauco*. Cette attaque coordonnée a été revendiquée par un communiqué de *Resistencia Mapuche Lafkenche* (RML). Il a précisé que « cette action a été menée en hommage à notre weichafé Lemuel Fernández, deux ans après sa mort au combat le 19 juillet 2019 dans une action de sabotage à Tirúa ». Le communiqué se termine par « Exploitants forestiers, entreprises hydroélectriques, latifundistes et yanakonas, dégagez du Wallmapu ».



24/07 Freire. Vers 2h a lieu une attaque menée par une dizaine de personnes masquées et armées, qui laissent 6 engins de chantier (deux camions, deux pelleteuses et deux chargeurs) en cendres, appartenant à deux familles de petits entrepreneurs d'origine mapuche qui se font sous-traitants de l'industrie forestière de granulats de bois. Une banderole retrouvée sur place et signée *ORT Kvlapan* disait notamment « A bas les investissements capitalistes dans le Wallmapu », tout en faisant référence au « weichafé Toño ».

27/07 Carahue. Vers midi, des inconnus armés pénètrent sur le domaine de Santa Ana Tres Palos où Pablo Marchant fut tué. Ils font feu contre une patrouille de carabiniers en camionnette affectés au *Contrôle de l'Ordre Public* (COP), qui protègent toujours cette zone d'exploitation forestière. Ils ont réussi à en blesser deux par balles, l'un au bras et l'autre à l'œil (un travailleur forestier a aussi reçu un éclat).

30/07 Quilaco. Vers 23h, près du pont Quilmes, a lieu une attaque qui laisse 11 engins de chantier (des camions, bulldozers, tractopelles et broyeurs de gravier) en cendres, qui appartenaient à *Servi-*

terra, un sous-traitant de tous les gros chantiers dévastateurs de la région, spécialisée dans l'extraction de sable et de gravier. Une banderole retrouvée sur place disait notamment « A bas les entreprises forestières, A bas central Rucalhue (un projet de centrale hydroélectrique dévastateur), Pablo Marchant est présent ».

▲ Août 2021 ▼

8/08, Carahue. La CAM et différentes communautés mapuche lancent une opération armée pour récupérer les terres du domaine Santa Ana où fut abattu le weichafé Pablo Marchant. Ils détruisent les structures de surveillance des carabiniers et occupent définitivement les terres, abandonnés par *Mininco*.

10/08 Loncoche. Une attaque incendiaire nocturne dans un domaine exploité par *Mininco* réduit trois pelleteuses, deux camions et deux guérites de surveillance en cendres. Revendiquée par *Liberación Nacional Mapuche* (LNM).

20/08, Quilleco. L'ORT *Toño Marchant* incendie 9 camions et engins forestiers sur le domaine exploité par l'entreprise *Arauco*. Une banderole évoquant Pablo Marchant est retrouvée sur place.

24/08, Lumaco. A la fin de l'après-midi, l'ORT *Mañil Wenu* met le feu à deux engins forestiers appartenant à des privés embauchés par *Mininco*.

24/08, Galvarino. L'ORT *Nnagche Manguil Wenu* fait une irruption armée dans le domaine *Pitraco* exploité par l'entreprise forestière *Cautín*. Une maison patronale et deux hangars sont incendiés. Une pancarte laissée sur place dit : « *Toño Marchant,*

c'est dans le weichan que nous te commémorons. »

26/08, Curanilahue. Lors d'une attaque nocturne, cinq camions de transport de bois et une grue sont incendiés dans l'exploitation forestière *El Encanto*.

28/08, Santa Barbara. Des weichafé armés font irruption dans l'exploitation forestière *Dimillhue* de *Mininco* et incendient cinq engins forestiers, deux camions et un algéco. Lors de l'attaque, un agent de sécurité privée fut maîtrisé.

◀ Septembre 2021 ▶

2/09, Carahue. Une colonne de blindés de carabiniers essaie de pénétrer sur les terres récupérées de l'ancien domaine de Santa Ana. Les carabiniers sont repoussés par des tirs.

3/09, Labranza. Des weichafé armés maîtrisent plusieurs agents de sécurité affectés à la protection d'une exploitation de granulats, puis incendient six camions, une pelleteuse et un camion-citerne. Attaque revendiquée par *Liberación Nacional Mapuche* (LNM).

3/09, Panguipulli. Pendant la nuit, des weichafé de *Liberación Nationale Mapuche* (LNM) incendient trois engins forestiers, un fourgon et une guérite. Une feuille laissée sur place dit : « *Entreprises forestières hors du Wallmapu. Contiyentes [policier mapuche] yanacóna. Liberté pour les prisonniers politiques mapuche.* »

9/09, Vilcún. Une attaque incendiaire contre trois engins et un camion forestier appartenant à l'entreprise forestière *Barra*, a lieu dans le secteur de l'ancien refuge *El Llaima*. Revendiquée par *Liberación Nacional Mapuche* (LNM).

13/09, **Freire**. Une embuscade armée est menée contre un blindé des carabiniers à la hauteur du pont Pelales sur la route 640. Un sergent est touché au pied par un tir d'arme de guerre.

19/09, **Carahue**. Des encapuchados armés menacent des propriétaires d'une villa. Puis, ils mettent le feu à la maison. Le propriétaire de la maison est grièvement blessé et décèdera deux semaines plus tard. Les organisations de lutte armée nient toute implication dans cette attaque.

19/09, **Malleco**. Une attaque incendiaire est menée contre deux maisons, un hangar et deux engins agricoles sur le domaine San Luis. Des tracts évoquant la lutte mapuche sont retrouvés sur place.

20/09, **Cañete**. Trois chalets de vacances et un hangar sont incendiés pendant la nuit. Un tract exigeant

la libération immédiate des prisonniers mapuche est retrouvé sur place.

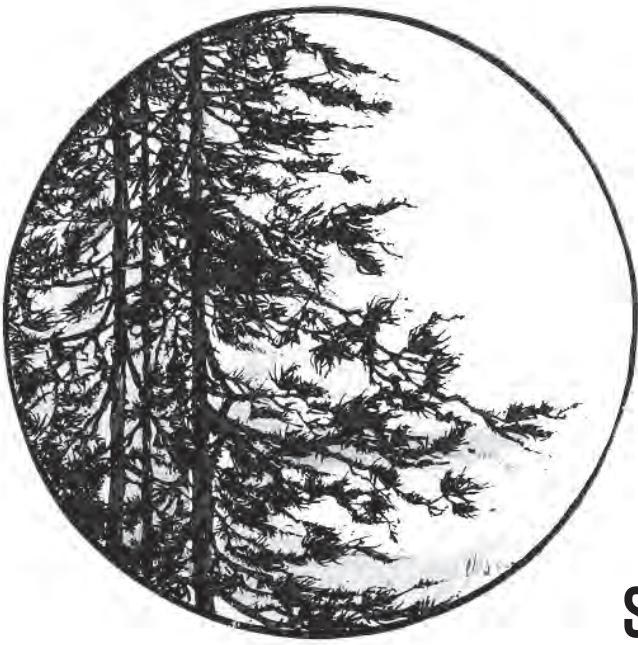
27/09, **Contulmo**. Dans la zone urbaine de la commune, trois camions affectés au transport de bois sont incendiés tôt le matin dans le quartier Villa Rivas.

29/09, **Lebu**. Des weichafé armés mettent le feu à six engins forestiers sur un domaine exploité par *Arauco*. Lors de leur fuite, ils eurent à soutenir une brève fusillade contre des carabiniers.

29/09, **Carahue**. Des weichafé armés interceptent un convoi de bois de *Mininco* : cinq camions sont incendiés.

Pablo Marchant





SUR LA PARTICIPATION À LA CONVENTION CONSTITUANTE

Comunidades mapuche en resistencia de Malleco

30 août 2021

Wallmapu
Collipulli, Lof Rauco
30 août 2021

Les communautés mapuche en résistance de Malleco, par cette déclaration publique, exprimons notre position politique face à la participation de personnes mapuche dans la convention constituante de l'État du Chili :

La défense du Wallmapu est basée sur l'*Az Mapu* [système ou normes propres des mapuche], l'*Az Mongen* [cosmvision], le *Nor Mongen* [Vie droite, correcte, dans le droit chemin], le *Küme Felen* [être bien] et le *Yamuwün* [respect] à nos *Feyentun* [croyances] et avec notre *Füta Newen Mapun* [grande force de la terre] *ka kom Itrofil Mapu Mongen* [et toutes les formes de vie] que chacun *Meli Futa Mapu* [des 4 points cardinaux] reconnaît. Le respect du *Ngülam* [normes et statut d'une organisation] que nos autorités traditionnelles *Lonko* [chef], *Machi* [autorité spirituelle], *Pu Werken* [messager], *Pu Papay* [les grandes mères], *Pu Chachay* [les grands pères] *ka kom pu Mapuche* [tous les gens]

qui se lèvent en *Trawün* [rencontres], autour du *Kütral* [le feu], *Boye* [la cannelle, arbre sacré] *ka Ngen Mapun* [propriétaires de la terre] pour prendre en charge la responsabilité que notre nation mapuche exige de nous dans cette juste lutte.

Nous reconnaissons comme *Pu Lof* [les communautés] en résistance de Malleco, le Wallmapu situé depuis la rive sud de la rivière Bio Bio à Ngulumapu et Rio Colorado à Puelmapu [sous domination de l'État argentin] jusqu'au *Füta Willimapun* [territoire du sud] protégé par notre droit ancestral et reconnu par les rencontres tenues par notre nation, sur notre territoire avec la Couronne espagnole et plus tard avec la République naissante du Chili.

Nous n'oublions pas l'invasion et le génocide perpétrés contre nos *Kuyfikecheyem* [ancêtres] par les armées chilienne et argentine lors de la mal nommée « Pacification de l'Araucanie » et de la « Campagne du désert ». Sans déclaration de guerre préalable, ils ont commis des crimes contre l'humanité dont les conséquences de mort et de terreur se poursuivent aujourd'hui.

Notre position politique est affirmée dans les accords du pacte de Chiguaihue de 2015, formulés sur les anciennes terres du *lof* Rankilko, dans la zone inférieure de Malleco.

1. Les communautés mapuches en résistance de Malleco considèrent que la participation du peuple mapuche à la convention constituante de l'État du Chili est irresponsable et inconséquente avec l'histoire et l'avenir du peuple mapuche, le travail politique qu'elle développe ne fait qu'approfondir les mécanismes de domestication, en créant une subordination politique et institutionnelle à l'État du Chili qui affectera de manière irréversible les possibilités de la revendication politique d'indépendance territoriale et institutionnelle du peuple mapuche.

2. Nous n'oublions pas les paroles de notre *weichafé* Matías Catrileo : « *Nous ne sommes pas les indigènes du Chili, nous sommes mapuche* ». En tant que *Pu Lof* en résistance dans la région de Malleco, nous soulignons que les sièges réservés ne représentent pas le peuple mapuche, mais la République du Chili. Compte tenu de l'urgence et de notre inquiétude pour l'avenir de notre peuple mapuche, nous avons pris la décision d'organiser et de mener une caravane jusqu'à *Pikūm Mapu* (actuellement connu sous le nom de Santiago) qui faisait partie de l'ancien territoire mapuche, pour atteindre l'ancien congrès national du Chili basé à Santiago. La caravane partira le 6 septembre 2021, pour arriver le mardi 7 septembre à Santiago.

3. Nous dénonçons le terrorisme d'État sous ses différentes formes et l'extractivisme qui se matérialise dans l'industrie forestière, l'exploitation minière, les industries d'élevage des saumons, l'hydroélectricité, les parcs éoliens, les routes, le tourisme et toutes les formes étrangères au *mapuche mongen* [la vie mapuche].

Nous dénonçons la persécution politique et judiciaire menée par l'État et ses gouvernements actuels contre nos prisonniers et prisonnières politiques mapuches *peñi* [frères] et *lamngen* [sœurs].

Nous dénonçons le terrorisme colonial et latifundiste qui occupe aujourd'hui le territoire et participe aux pouvoirs de l'État tels que l'exécutif, le

législatif et le judiciaire.

Nous dénonçons le terrorisme politique partisan qui s'incarne sous le nom de « convention constituante » dans laquelle des sièges sont réservés pour les indigènes du Chili.

Nous dénonçons le narcoterrorisme promu par le Chili et matérialisé par les pouvoirs de l'État et des médias.

La participation du peuple mapuche à la convention constituante de l'État du Chili ne fait qu'approfondir les mécanismes de domestication.

4. Enfin, en tant que mapuche, nous reconnaissons l'absence de participation du peuple chilien conscientisé dans la convention constituante, lequel est descendu dans la rue le 18 octobre 2019, pour réclamer ses droits dans le dit « soulèvement social », pour lequel il y a des prisonniers politiques jusqu'à présent. Et que ce processus constituant vicié a été mis en place dans La Moneda, le palais du gouvernement, le 15 novembre 2019 dans un soi-disant « Accord pour la paix sociale et la nouvelle constitution » signé par les partis politiques chiliens corrompus et vendus, laissant impunie toute la violence exercée par l'actuel gouvernement génocidaire de Sebastian Piñera.

Libérez les prisonniers et prisonnières politiques mapuches !

Dehors les entreprises forestières du territoire mapuche et toutes les autres expressions de l'extractivisme !

Comunidades mapuche en resistencia de Malleco





SABOTAGE CONTRE L'INDUSTRIE GRAVIÈRE

Groupe autonome révolutionnaire du Maule

Nous revendiquons le sabotage réalisé dans la nuit du 18 septembre contre les entreprises Áridos Bullileo et Asfaltos Maule, qui appartiennent à la famille Vega-Ruiz. Cette famille a accumulé sa richesse au prix de la destruction de l'écosystème et de la précarisation de nos vies. Nous déclarons solennellement qu'il n'existe pas de richesse innocente, que quiconque qui est en possession de capitaux est passé par un chemin fait d'abus et de prévarications, ce qui en fait une cible. Nous savons que cette famille a à son actif une longue liste d'exactions contre ses travailleurs et contre l'écosystème de la région ; sa participation à la destruction de la rivière Achibueno et de son écosystème est chose connue.

Nous dénonçons sa complicité dans le pillage de l'environnement, dans tous les domaines et dans tous les coins de ce territoire appelé Chili.

Le résultat de cette action a été la destruction totale de :


- 3 camions toupies
- 2 camions-trémies
- 1 tracteur de camion
- 1 tracteur
- 1 installation mobile de tri
- 1 tractopelle

Pour faire court, un montant de 800 millions de pesos de dégâts.

Avant le 18 octobre 2019, les travailleurs des entreprises citées se sont mobilisés pour exiger de meilleurs salaires et un meilleur traitement de la part des propriétaires. Après un mois de lutte, la

famille Vega-Ruiz a résolu le conflit en achetant le chef du syndicat, un traître, ce qui a porté à la démobilisation des travailleurs, et ensuite elle a procédé à des licenciements massifs injustifiés. Les pratiques antisyndicales de la part de ces personnes sont constantes et s'insèrent dans la corruption entretenue par l'inspection du travail et les grandes entreprises de la région.

Le développement de l'exploitation environnementale dans cette région ne se limite pas à la production de granulats, que nous avons attaquée, nous pouvons le voir aussi dans l'entreprise COEXCA, dans l'installation de l'entreprise forestière Arauco – responsable de la dévastation des forêts dans le Wallmapu – et dans la destruction de la zone humide d'Ayuwün par l'entreprise immobilière Alborada. Cela représente un véritable plan structuré pour détruire nos territoires, de la part des entrepreneurs. Les propriétaires du pays, ceux qui ne voient dans notre territoire qu'une opportunité pour accroître leurs richesses. C'était peut-être différent dans la zone centre-nord (à Petorca, par exemple), mais nous ne pouvons pas continuer à contempler passivement la destruction de notre environnement, c'est pour cela que nous voyons dans l'immensité du territoire dominé par l'État chilien une zone sacrifiée ; du nord au sud et de la mer aux Andes, partout où des gens vivent, un processus d'extractivisme brutal est en cours et il donne la priorité aux bénéfices du capital aux dépens des personnes et de l'écosystème ; nous avons franchi un point de non-retour, où notre seul chemin possible, en tant que peuple, est de s'organiser



et lutter, passer à l'action, former des groupes de combat et mener des sabotages.

Dans cette logique, le sabotage des entreprises de granulats « Bullileo » et « Asfaltos Maule » fait partie d'une initiative que nous voudrions voir se répandre et se multiplier dans tous les coins où l'État-capital menace la vie. Le fait que cette action ait été reproduite dans le secteur de La Obra, à Linares, où il y a eu un sabotage contre une entreprise agricole extractiviste la veille du début des travaux de récolte, nous remplit d'espoir.

Nous faisons partie de la jeunesse militante qui a vu la façon dont les vieilles structures révolutionnaires n'ont pas été capables de répondre à ce problème : la politique, obsolète, et sa planification, la recherche d'accords et l'abandon se mélangent à un discours subversif qui n'aboutit à rien ; c'est pourquoi nous parions sur la nécessité de former de VRAIS groupes d'action, qui passent à l'offensive dans le feu de l'autonomie. Notre détermination doit être orientée vers l'aiguïsement de la confrontation, en des termes concrets, face à ceux qui croient être les patrons du pays et qui nous entraînent, avec leurs affaires, dans une spirale de misère et de précarité : que les spéculateurs de la démocratie sachent nous ne reculerons pas : nos principes ne sont pas négociables, nos projets ne tomberont pas dans le piège de l'agir pour un moindre mal.


Honneur et gloire pour José Miguel Uribe Antipán, tombé lors de la révolte d'octobre. Une acco-

lade chaleureuse aussi aux frères Avaca Mancilla¹, prisonniers irréductibles de la guerre des pauvres.

Liberté pour les prisonniers et prisonnières politiques de la révolte, les prisonniers et prisonnières subversifs et de la nation mapuche.

Le Maule s'organise et résiste à l'extractivisme !

Groupe autonome révolutionnaire du Maule



¹ Quelques mois après leur arrestation, les frères Avaca Mancilla, deux anarchistes, ont revendiqué l'envoi d'un colis piégé à un commissariat de Santiago, en novembre 2020. L'explosion a causé des lésions acoustiques chez un flic. En janvier 2022, ils ont été condamnés à 3 ans de prison, puis ils sont sortis de prison. A l'époque, l'action avait été revendiqué par « des entités sans visage, rien ni personne que vous connaissez ».



OCTOBRE 2021

L'ÉTAT CHILIEN DÉCLARE L'ÉTAT DE SIÈGE

Dans les territoires habités par les communautés mapuche dont les terres ont été accaparées par des investisseurs capitalistes, défigurées par les exploitants forestiers, ravagées par les entreprises énergétiques, polluées par les industriels et colonisées par des suppôts de l'État chilien, les dernières décennies ont été marquées par une lutte incessante. Une lutte complexe, puisant sa force dans un irréprouvable désir de liberté et dans la cosmovision mapuche ; une lutte parfois contradictoire, mais revendiquant toujours l'autonomie des communautés mapuche, l'affranchissement de la tutelle étatique et l'arrêt de l'exploitation capitaliste. Depuis la déclaration de l'état de siège dans ces territoires le 12 octobre 2021, la lutte mapuche se trouve à un carrefour crucial.

L'assassinat de Pablo Marchant

Dès le lendemain de l'assassinat du weichafé Pablo Marchant, abattu par un flic lors d'une action de sabotage, les territoires mapuche s'enflamment. En moins d'une semaine, les forces de l'ordre comptabilisent 44 blocages de routes, 22 attaques par armes à feu (des tirs contre des patrouilles de carabiniers ou des vigiles) et 11 attaques incendiaires au cours desquelles 39 véhicules et engins des exploitations forestières ont été détruits, de même que 5 bâtiments. Trois semaines plus tard, le porte-parole des carabiniers fait état de « 150 attentats » : sabotages des installations de l'agro-industrie, attaques incendiaires contre des convois de bois, blocages de route avec des tirs contre les forces de l'ordre, embuscades contre des patrouilles de carabiniers, incendies de propriétés de grands pro-

priétaires terriens et de membres de l'État, sabotages d'installations énergétiques,... Cette intensification du conflit historique dans le sud du territoire chilien se déroule au moment précis où l'État est dans une période de modification législative avec son projet de nouvelle constitution destinée à calmer les ardeurs insurrectionnelles de la révolte de l'année 2019-2020.

L'hiver 2021

Tout au long de l'hiver au sud de l'équateur, les mobilisations de résistance mapuche se poursuivent. Pendant que les blocages de route et les occupations de terre se multiplient, le nombre d'attaques et de sabotages explose. Le gouvernement de Piñera envoie alors de nouveaux renforts pour épauler les carabiniers débordés. Les autorités locales affectent ces forces supplémentaires à des missions de protection des convois forestiers et de surveillance des exploitations forestières. Plutôt que de freiner les attaques, cette surenchère répressive ne fait qu'inciter les saboteurs et saboteuses à s'équiper davantage d'armes à feu pour faire face aux sbires de l'État chilien.

En septembre, les attaques deviennent quasi quotidiennes. Les entreprises forestières et les autorités locales appellent le président chilien à prendre des mesures énergiques pour freiner et mater la résistance mapuche. En même temps, de l'autre côté des Andes, plusieurs communautés mapuche dans les territoires dominées par l'État argentin, passent à l'offensive et occupent des terres propriétés de latifundistes ou d'entreprises comme Benetton ou EDF. Là-aussi, ces mobi-

lisations terminent systématiquement en affrontements avec les forces de l'ordre. Plusieurs attaques incendiaires ciblant l'industrie du tourisme ont lieu.

Les réponses des États

Face à la recrudescence de la résistance mapuche, l'État argentin envoie immédiatement des renforts pour parer à « *l'urgence terroriste* ». Du côté chilien, la convention constitutionnelle, élue en mai 2021 pour rédiger une nouvelle constitution suite à la révolte, s'enlise autour du sujet des mapuche et décide de n'inclure qu'une reconnaissance formelle de leur existence en tant que « peuple » dans la nouvelle constitution. Le gouvernement de Piñera, à l'affût d'un prétexte pour agir énergiquement contre la lutte mapuche, estime le terrain mûr et ne veut surtout pas paraître laxiste à l'approche de l'anniversaire de la révolte (19 octobre). Piñera déclare alors l'état de siège dans la zone Macrosud (comportant les provinces Bío Bío, Arauco, Malleco et Cautín) à partir du 12 octobre.

Des milliers de soldats sont déployés. Le commandement suprême pour maintien de l'ordre public incombe à l'armée. Les soldats, appuyés par des blindés et des hélicoptères, sont dépêchés dans de nombreuses communautés mapuche pour effectuer des perquisitions et des arrestations. Des check-points et des barrages routiers sont instaurés pour sécuriser certaines zones et exploitations. Des forces paramilitaires, embauchées par des grands propriétaires terriens et des entreprises, et actives depuis longtemps, sortent de l'ombre et viennent compléter les forces de l'ordre.

Si cette militarisation vient changer des choses, tout en perpétuant la même logique de répression et de contrôle, les organisations de résistance mapuche, les différents groupes de lutte armée, les communautés mapuche en conflit, ne semblent pas se faire prendre au dépourvu. Face à une occupation militaire, leurs stratégies de lutte diffuse, multiforme et axée principalement sur le sabotage des intérêts capitalistes et étatiques et sur l'occupation de terres pourraient donner du fil à retordre aux étatistes. L'autonomie, qui est au cœur de la lutte mapuche, se traduit aussi dans la multiplicité des groupes, communautés et organisations de résistance, et paraît offrir les meilleures possibilités pour continuer la lutte diffuse, pour échapper à l'encerclement militaire, pour ne pas tomber dans le piège d'une lutte symétrique perdue d'avance.

Le 19 octobre, jour-anniversaire de la révolte qui a secoué le Chili en 2019-2020, des milliers de personnes descendent dans les rues des villes chiliennes. Contrairement

à ce que pouvait espérer la gauche citoyenne en pleine participation à l'écriture de cette nouvelle Constitution, la journée vire au désordre. Des centaines de commerces sont mis à sac et pillés, les affrontements entre révoltés et policiers sont durs : au moins 7 personnes sont assassinées par les policiers. Quelques jours plus tard, Piñera prolonge l'état de siège dans le sud du pays. Sans doute un hasard du calendrier, mais dans l'Hexagone ça cause aussi Chili à ce moment-là : dans le cadre de sa stratégie d'investissement dans les énergies renouvelables, EDF annonce la finalisation du financement à hauteur de 840 millions d'euros, du plus grand parc solaire, d'une surface équivalente à 370 terrains de football, au nord du Chili, dans le désert d'Atacama.

Une signification toute particulière...

À l'heure où dans le monde entier, les conséquences de l'avancée folle de la machine industrielle et technologique se font ressentir chaque jour davantage, où les changements climatiques induits par l'industrialisation pourraient bien inaugurer des scénarios inouïs risquant de reconfigurer drastiquement les assises de la domination, cette lutte dans un coin « perdu » du monde où des habitants et habitantes porteurs de façons de vivre antagonistes avec le capitalisme et l'étatisme se battent pour chaque mètre accaparé et exploité par des entreprises et l'État, pourrait avoir une signification qui dépasse le territoire du Wallmapu. C'est un conflit où la critique anti-industrielle et le refus du développement capitaliste réussit à faire vivre un monde, un monde de communautés autonomes qui tentent de vivre dans et avec la nature, et non sur son dos. Certes, ces communautés ne sont pas exemptes de structures hiérarchiques, ni d'oppressions en leur sein, mais elles n'ont en tout cas pas le culte de la domination étatique, de l'exploitation de la faune et de la flore, de la folle course en avant vers un monde toujours plus artificiel et vers une vie toujours plus assistée, celle de la civilisation marchande.

Aujourd'hui, la lutte mapuche doit faire face à une énième offensive répressive. À tout cœur qui aspire à la liberté, à celles et ceux qui se battent contre le cauchemar bien réel du monde industriel : ne laissez pas la répression rompre les fils qui relient nos combats avec la lutte mapuche.

Kidu ngünewün

Publié dans *anarchie !*, numéro 19, novembre 2021 (France)



Villa rasée au sol lors d'une attaque de Weichan Auku Mapu (WAM), le 19 octobre à Vilcún.

Pewüngen

temps des bourgeons



Octobre 2021

7/10, Collipulli. Deux camions forestiers sont interceptés et incendiés.

10/10, Santiago de Chile. D'importants affrontements éclatent lors d'une grande manifestation « pour la résistance mapuche et l'autonomie des peuples ». Une femme de 43 ans, Denisse Cortés, décède suite à une blessure « causée par un projectile ».

12/10 Macrozona Sur. Le président chilien Piñera décrète l'état de siège dans la partie sud du pays (« Macrozona Sur ») et ordonne la militarisation du territoire. Toutes les fonctions de maintien de l'ordre et de sécurité publique sont reprises par l'armée. Des milliers de militaires sont déployés, avec l'appui de blindés et d'hélicoptères.

12/10, Traiguén et Carahue. Quelques heures après l'instauration de l'état d'exception, l'ORT Pelontaro réalise deux attaques. La première cible l'exploitation forestière Santa Lidia : les *weichafé* armés y brûlent des engins forestiers et plusieurs camions. Lors de la deuxième, des *weichafé* interceptent et ouvrent le feu sur une camionnette qui effectuait des travaux forestiers.

14/10, Los Prados et Casa Piedra.

Un groupe de *weichafé* armés fait irruption sur le domaine Colihueco à Los Prados et y brûlent une villa, une petite maison et un engin de chantier. A Casa Piedra, un engin forestier est incendié sur une autre exploitation forestière. Aux deux endroits, des banderoles avec des slogans en faveur de la lutte mapuche sont laissées sur place.

18/10, Curacautín. Des *encapuchados* armés attaquent un chantier de rénovation des canalisations d'eau potable : ils incendient un engin de chantier ainsi que les tuyaux en PVC, effectuent quelques tirs et laissent un tract en référence à la lutte mapuche avant de disparaître dans la nuit.

18/10, Victoria. Des *weichafé* armés attaquent une exploitation forestière sur la route R-71 et brûlent plusieurs engins forestiers et équipements. Le propriétaire de l'exploitation se prend une balle dans l'épaule. Dans la même commune, des *weichafé* armés attaquent une exploitation agricole située près de l'usine de pâtes Carozzi. Ils brûlent huit camions et un véhicule privé. Des tracts signés *Resistencia Mapuche Malleco* (RMM) sur place disaient : « Non à la militarisation. Wallmapu libre. »

18/10, Victoria. Des *weichafé* armés attaquent une exploitation forestière sur la route R-71 et brûlent plusieurs engins forestiers et équipements. Le propriétaire de l'exploitation se prend une balle dans l'épaule. Dans la même commune, des *weichafé* armés attaquent une exploitation agricole située près de l'usine de pâtes Carozzi. Ils brûlent huit camions et un véhicule privé. Des tracts signés *Resistencia Mapuche Malleco* (RMM) sur place disaient : « Non à la militarisation. Wallmapu libre. »

19/10, Partout au Chili, d'importantes émeutes éclatent, accompagnées de pillages et d'attaques incendiaires lors de la commémoration du début de la révolte de 2019-2020.

19/10, Padre Las Casas et Vilcún.

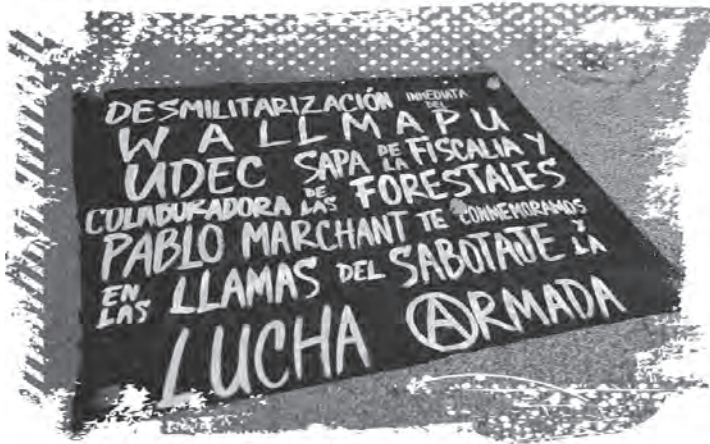
Deux attaques incendiaires coordonnées laissent deux villas en cendres. Lors des attaques, personne ne se trouvait dans les bâtiments. Des tracts faisant référence à la lutte mapuche sont laissés sur place, signés par le *Weichán Auka Mapu* (WAM).

19/10, Tirúa. Des *weichafé* armés interceptent un convoi forestier sur la route P-72S et brûlent deux camions transportant du bois.

20/10, Vilcún. Une pelleteuse et un container sont incendiés sur le domaine forestier El Mansun. Revendiquée par *Liberacion Nacional Mapuche* (LNM).

22/10, Mafil. Quatre engins forestiers sont incendiés lors d'une attaque contre l'exploitation forestière La Palomera. Un tract est laissé sur place : « Les militaires hors du Wallmapu ! Entreprises forestières, latifundistes et investisseurs capitalistes, dehors ! Unité et lutte armée ! Liberté pour les prisonniers politiques mapuche ! »

22/10, Concepción. Vers 5h30 du matin, un petit groupe d'une dizaine de personnes masquées pénètre sur le campus de l'Université de Concepción (UdeC), et se dirige vers la Faculté de sciences forestières. Après avoir chassé les vigiles de garde en les menaçant avec des armes à feu, elles mettent le feu à deux véhicules de cette fac, ainsi qu'à l'auditorium du rez-de-chaussée, utilisé pour des colloques et réunions. Sur place, un morceau de toile noire a été retrouvé, qui disait : « Démilitarisation immédiate du Wallmapu. UdeC balance du Parquet et collabo des entreprises forestières. Pablo Marchant, nous te commémorons à travers les flammes du sabotage et la lutte armée (avec un cercle) ». »



25/10, Carahue.

Vers 13h, une trentaine de weichafé armés de Weichán Auka Mapu (WAM) font irruption sur le domaine de l'exploitation forestière Casa Blanca. Ils mettent le feu à huit camions, des engins forestiers et à dix maisons abritant la direction et les forestiers.

28/10, Nueva Imperial. Un camion de l'entreprise Arauco est intercepté et incendié sur la route entre Labranza et Imperial, dans le secteur Boroa, par *Liberación Nacional Mapuche* (LNM).

▲ **Novembre 2021** ▲

2/11, Vilcún. Deux pelleteuses et un algéco sont incendiés pendant la nuit. Deux banderoles évoquant

la lutte mapuche sont retrouvées sur place.

2/11, Lota. Des weichafé interceptent deux bus privés affectés au transport d'ouvriers embauchés par l'entreprise Arauco dans le cadre de son projet MAPA, un investissement énorme pour agrandir et moderniser son usine de cellulose existante.

3/11, Victoria. Vers 4h10, des weichafé font dérailler un train de marchandise chargé de cellulose, puis y mettent le feu, détruisant

plusieurs wagons et la locomotive. Personne n'a été blessé durant l'action. Une banderole « Militaires dehors » est laissée sur place. L'action sera revendiquée plus tard par le Weichan Auku Mapu (WAM).

3/11, Huentelolen. Le jeune comunero [habitant d'une communauté mapuche], Yordan Llempi Machacan, 23 ans, est assassiné par des tirs effectués par des fusiliers-marins dépêchés sur place pour dégager des barricades.

4/11, Victoria. Deux pelleteuses, un camion, un générateur, un conteneur et une excavatrice appartenant à l'entreprise de construction Villa Cautín sont

incendiés pendant la nuit. Revendiqué par *Liberación Nacional Mapuche* (LNM) en mémoire du comunero mapuche Yordan Llempi

5/11, Lautaro. Un campement forestier appartenant à la CONAF, le gestionnaire étatique des forêts, est attaqué et incendié par des weichafé de *Liberación Nacional Mapuche* (LNM) en mémoire de Yordan Llempi.

6/11, Traiguén. Des weichafé attaquent la propriété du député Jorge Rathgeb Schifferli. Des engins agricoles, des réserves de blé et d'avoine, deux hangars et un véhicule sont incendiés. Sur place, une banderole signée par l'ORT Magil Wenu de la CAM, fait référence à l'assassinat du comunero mapuche Yordan.

6/11, Collipulli. Un camion chargé de bois est incendié

en plein centre urbain, action réalisée par l'ORT Magil Wenu.

6/11, La Union. Dans l'exploitation forestière appartenant à l'entreprise Hankook, trois engins forestiers tout neufs et deux algécos sont incendiés. Action menée par l'ORT Kunko Williche-Toki Millalikan.

29/11, Loguimay. Trois chalets de vacances et un petit bateau sont incendiés lors d'une attaque contre le domaine Las Araucarias. Des tracts exigeant le départ des entreprises forestières et la libération des prisonniers mapuche sont retrouvés sur place.



* Il s'agit du premier communiqué de cette organisation, dont les *weichafé* réalisent des attaques depuis 2019, lors desquelles ils laissèrent parfois des petits tracts.

COMMUNIQUÉ DE LIBERACIÓN NACIONAL MAPUCHE

27 novembre 2021 *

Aux peuples opprimés du monde.

Au sein de la digne lutte menée par notre peuple-nation mapuche contre ceux qui à différents moments de l'histoire ont attaqué notre mapuche *mongen* [manière de vivre], en tant que habitantes et habitants de territoires différentes et *pu weichafé* qui assument la lutte digne et armée comme unique forme de résistance au sein du Mouvement de Libération Nationale Mapuche, nous nous exprimons et nous faisons connaître notre *rakiduum* [pensée] à notre nation mapuche et aux différents peuples opprimés. Nous nous plaçons au sein d'un mouvement mapuche vaste et divers, et nous voulons faire connaître les approches et les idées qui nous réunissent en tant que communautés, territoires, *lof* et *weichafé* différents autour de l'idée de libération nationale mapuche.

En tant que mouvement, nous voulons en premier lieu assumer nos actions et les idées que nous sommes en train d'élaborer depuis un moment. Nous nous considérons comme un peuple

occupé et confiné, par conséquent, nous avons le droit de résister et de nous libérer. C'est dans cette ligne de conduite que nous voulons faire connaître les idées politiques qui sont à la base de nos actions dans différents territoires et *lof* de notre wallmapuche. Nous avançons aussi avec un objectif principal : la libération de notre peuple de l'occupation par les États chilien et argentin, qui concerne 95% de notre territoire, réalisée au cours de campagnes sales et violentes, de la Pacification de l'Araucania dans le *gulumapu* à la Campagne du Désert dans le *puelmapu*. Pour mener à bien cet objectif à court terme, nous définissons des lignes d'actions concrètes ici et maintenant, plus spécifiquement en ce qui concerne les récupérations territoriales, afin d'étendre les espaces de nos *lof*. Depuis l'arrivée de l'État chilien, un pourcentage important de la population a été contraint de quitter leur *lof* et ont été relégués aux différentes *cordones*¹ de pauvreté des agglomérations, des villes les plus proches, où ils sont intégrés comme de la main d'œuvre pas chère pour servir aux chaînes de production des villes.

¹ Les *cordons* sont les quartiers périphériques et appauvris des villes chiliennes.

Cette réalité nous amène à considérer qu'historiquement, étant dans une condition de peuple occupé, le problème de la terre est le problème des mapuche, comme c'est le cas pour les autres peuples originaires du continent. Ce variable au caractère objectif constitue donc le moteur révolutionnaire pour se battre contre les États-nations, qui nous ont spoliés de nos espaces. Par conséquent, ce droit à la terre devient un besoin primaire pour notre survie en tant que peuple-nation mapuche, vu que tout notre feyentun est intimement enraciné dans notre rapport à la terre, à notre ñuke mapu qui nous donne le *tuwun* [origine] et le *kupan* [spiritualité], des piliers fondamentaux de l'être mapuche. Les récupérations ont donc une vaste légitimité, car elles conditionnent notre droit de peuple millénaire de continuer à exister.

Avec les actions de récupération, nous désignons comme ennemi principal les États chilien et argentin, qui, après avoir envahi, tué et nous avoir expulsé des meilleures terres de notre nation mapuche, ont ramené des colons venus d'autres pays, puis les a aidé à s'implanter, les a financés et protégés afin de créer une oligarchie locale. Une des principales motivations économiques a été tout d'abord le blé. Dans les centres urbains stratégiques, on a monopolisé le commerce, on a installé une bureaucratie locale, mais on a surtout instauré le monopole de la violence en construisant des forts qui existent toujours comme les casernes de l'armée ou de la police. La surexploitation de la monoculture a provoqué une dégradation des sols, ce qui a incité les oligarques à opter pour l'exploitation forestière, qui dégrade encore plus nos territoires déjà épuisés. Il est bien connu que la monoculture forestière ne fait que concentrer encore plus les richesses générées par sa production et qu'elle entraîne des sécheresses et des emplois précaires. C'est ce qui a impulsé, en plus d'être les raisons qui ont poussé les *lof* à quitter leurs territoires, la cristallisation du mouvement mapuche dans les années 90. En toute logique, avec ces niveaux de dégradation des sols, il n'est pas difficile de comprendre que le prochain paradigme économique se basera sur l'extraction des minéraux.

Ces antécédents rendent les récupérations urgentes et fondamentales. C'est à nous, les mapuche, de réfléchir politiquement pour qu'elles soient des processus dignes, légitimes et conséquents pour notre peuple. C'est aux communautés en cours de ré-

cupération et en résistance à mener un processus de libération pour un projet national mapuche.

Nous estimons aussi que, pour qu'un projet reste viable, il doit se donner des définitions éthiques minimales. Si nous luttons en tant que mapuche contre les États-nation, toutes nos actions pour notre peuple doivent être encadré par un *kume felen* [bon vivre] et par notre vaste *kimun* [sagesse]. Et si nous agissons en tant que *weichafé* au sein des communautés, nous devons réfléchir à ce qui est correct de faire dans les projets politiques de récupération et de résistance, on est obligé de penser à ce qui est correct à faire dans les espaces contrôlés, et quels sont les vertus mapuche que nous voulons voir dans les différents projets de récupération territoriale, car le *kimun* acquis lors des processus de lutte et de résistance ne doit jamais servir pour faire fleurir la criminalité dans nos espaces libérés du monopole de la violence des États-nation. Il faut que les militants de la cause mapuche soient des *weichafé* intègres au service de la libération de notre peuple, et non pas des criminels qui défendent le lumpen ; que dans les territoires récupérés se cultivent des aliments, des *lawenes* [plantes médicinales] et non pas des drogues qui alimentent le trafic de drogues, l'allié principal de l'ignominie des peuples opprimés. Ainsi, nous déclarons que tout groupe dont les méthodes de violence ont pour but la formation de cartels ethniques, est un ennemi de la cause mapuche, l'antithèse des *kuifikeweachafé* auquel nous aspirons en tant que mouvement. Dans ce sens, nous croyons que l'ensemble du mouvement mapuche doit réfléchir sur la criminalité grandissante qui fleurit dans les communautés, car il est bien connu que dans les différents processus de libération, le lumpen n'emploie la violence que contre son propre peuple. Et si en tant que mouvement mapuche nous perdons de vue l'horizon de notre cause, notre projet politique manquera de viabilité, et perdra ce qu'il y a de plus important pour toute cause de lutte digne : la légitimité de son propre peuple.

En tant que mouvement, nous nous considérons en droit de nous défendre contre la violence institutionnelle et légalisée de l'État colonial, nous résistons donc dans nos communautés et nous justifions l'emploi de la violence comme moyen de défense. Par conséquent, nous comprenons que nos idées représentent une menace pour la viabilité des États-nation sur notre territoire. Nos idées ont donc des ennemis

puissants, d'où l'urgence et la nécessité de la lutte par nos *weichafé* afin de freiner la violence de l'État contre nos lofs, d'expulser les expressions extractivistes de notre territoire, qui sont la force mécanique du capital ; et de nous défendre contre la violence du latifundiste qui ont mis à feu et à sang nos meilleures terres. Ce triste processus illustre de manière violente et cruelle que la recherche de justice qui nous anime ne puisse pas être pacifique et harmonieuse, tout simplement parce que le latifundium dans le wallmapu s'est nourri du sang et de la richesse de nos *kuifiquecheyem* [ancêtres].

Nous devons souligner que ce qui nous meut comme mapuche est notre *feyentum*, du *kimum* hérité de nos *kuifiquecheyem* au cours de milliers d'années de lien avec notre *ñuke mapu*. Notre marche sur le sentier du *weichan* pour la construction d'un wallmapu libre et souverain est donc profondément lié à notre être mapuche, *tufachi mapu tayiñ küme newen ta elueyiñ mew, feymew müley tayiñ inkaniafiel, müley tayiñ piwkey eafiel, tayiñ ñuke reke piwken tukumiafiyiñ rumel*. [Cette terre nous a été donnée par le grand esprit, nous devons donc la défendre, nous devons l'aimer comme notre propre mère. »] Cette terre nous a été donné par le grand esprit, notre conception de la *futra newen* originaire mapuche [la force originaire], aujourd'hui notre *chaw y ñuke* [père et mère], c'est pour cela que nous devons la défendre comme notre mère. Ce *ngülam* [conseil] nous fait comprendre l'origine de l'audace des mapuche dans leur défense de la terre puisque *inchiñ tayiñ mapuchegen niefiyiñ ta küme felen peñi, küme felen ta mapu kom inchiñ ta küme feleyiñ* : si la terre va bien, nous aussi nous irons bien. *Kizu günew külelay ta che*, rien ni personne n'est un hasard dans le monde. Ces *ngülam* font comprendre que notre cause n'est pas la cause de quelques *peñi* qui marchent au hasard, mais que dans notre marche avancent les ancêtres tant ici que dans le *wenu mapu* [le terre d'en haut, là où résident les esprits des prédécesseurs]. Dans la marche du *weichafé* réside donc aussi l'espoir de notre *ñuke wampu*, notre *introfif mongen*. Quand le *weichafé* frappe le capital, la force des différents *newenes* dans les différents territoires frappent également. C'est à nous de leur faire sentir la rage de notre *ñuke mapu* ravagée et occupée.

Sur ce sentier, notre guide principal est la *wuñulfé* [étoile à huit points symbolisant la planète Vénus], qui figure aussi sur le drapeau de nos *kuifeke weicha-*

fé, comme Lefraru, ce symbole qui dote notre cause de sa mystique, accompagnée de l'AK-47, qui a été présent dans tous les processus de décolonisation du tiers monde et des peuples opprimés, laissant derrière eux les armes rudimentaires et sans perdre leur dignité.

Dans chaque action, nous commémorons aussi ceux qui sont tombés dans le *weichan*, exemples d'audace, et conséquences de la conviction en ces idées qui appuient notre marche depuis le *wenu mapu*. Nous saluons les vrais prisonniers politiques mapuche qui sont tombés lors d'actions directes contre des entreprises forestières, des latifundistes, des gravières, des constructeurs, des projets immobiliers et toutes les autres expressions capitalistes qui détruisent notre wallmapu. Nous ne sommes pas d'accord avec des attaques contre des écoles, des maternelles, des ambulatoires rurales ; ni avec des attaques contre des petits exploitants agricoles, des églises ou d'autres cibles qui ne financent pas la militarisation de notre territoire et qui sont une erreur stratégique pour le mouvement, parce qu'elles enlèvent de la légitimité à nos communautés.

Nous considérons l'État d'exception comme un acte de désespoir de l'oligarchie et de l'entrepreneuriat qui ont des intérêts dans nos territoires, soutenu par la classe politique servile, corrompue et sans légitimité. Nous savons que les Forces Armées furent sanglantes envers leur propre peuple et sont responsables de notre condition de peuple occupé. Elles ont agi comme un parti politique en plus des élites quand celles-ci voyaient leurs intérêts menacés. Aujourd'hui dans le Wallmapu, ils ne feront qu'aggraver les contradictions et chercheront à affronter nos *weichafé*. Mais ils oublient que dans nos pas, nous sommes accompagnés du *newen* de notre *ñuke mapu*, et que notre plus grande force est d'accompagner notre peuple avec des convictions pour la libération. En envoyant les Forces Armées, l'État a reconnu le triomphe du mouvement mapuche en reconnaissant que l'état de droit chilien dans notre territoire ne tient qu'à un fil.

En cohérence avec nos méthodes politiques et en accord avec nos objectifs stratégiques qui, comme la *wüññulfé*, guident notre marche, nous revendiquons les actions de sabotage suivantes dans différents endroits de notre vaste *ñuke mapu*, de notre Wallmapu :

1/ 2019, 9 octobre, Lautaro. Destruction de trois engins forestiers protégés par des policiers sur l'exploitation forestière Miraflores.

2/ 2020, 24 juillet, Lautaro. Destruction d'une maison patronale et d'un hangar. Exploitation Poco a Poco.

3/ 2020, 5 novembre, Lautaro. Destruction de quatre engins forestiers et de trois camions. Exploitation Miraflores.

4/ 2020, 27 novembre, Labranza. Destruction de deux maisons-témoins ainsi que d'une salle de vente et d'exposition. Société immobilière Socovesa, projet Valle Santamaria.

5/ 2021, 28 janvier, Vilcun-Collin. Destruction de deux cabanes, d'un bureau et d'un camion. Exploitation de pisciculture Cermaq gérée par Yadram.

6/ 2021, 28 janvier, Vilcun. Destruction d'un camion forestier appartenant à l'entreprise forestière Mininco. Route Vilcun-Lautaro, km. 30.

7/ 2021, 19 février, Temuco. Destruction de dix-sept engins et camions. Constructeur transnational Pleange et société immobilière Terranova sur le domaine du Carmen.

8/ 2021, 22 février, Lautaro. Destruction d'une maison patronale, d'un hangar et d'un véhicule. Exploitation Miraflores, propriété de la famille García.

9/ 2021, 29 avril, Labranza-Rengalil. Destruction d'un camion forestier au km. 1 sur la route Labranza-Imperial.

10/ 2021, 3 mai, Vilcun. Deux maisons patronales détruites sur le domaine El Vergel.

11/ 2021, 10 juillet, Vilcun. Trois camions Tolva, un chargeur frontal, une excavatrice, deux algécos détruits sur l'exploitation de granulats de Pillanlelbun. En mémoire du *weichafé* Pablo Marchant.

12/ 2021, 11 juillet. Destruction de quatre engins forestiers et d'un fourgon sur l'exploitation forestière Santa Rosalía. En mémoire du *weichafé* Pablo Marchant.

13/ 2021, 10 août, Loncoche. Destruction de trois pelleuses forestières, deux camions forestier, d'une guérite de sécurité et un algéco sur l'exploitation forestière de Mininco Lastarria.

14/ 2021, 3 septembre, Panguipulli. Destruction de trois engins forestiers, deux algécos et une camionnette appartenant à l'entreprise forestière Arauco.

15/ 2021, 3 septembre, Nueva Imperial. Destruction de dix-huit camions et engins, deux hangars et trois algécos sur l'exploitation de granulats de Javier Ossa.

16/ 2021, 9 septembre, Vilcun. Destruction de trois engins et d'un camion forestier appartenant à l'entreprise forestière Barra, dans le secteur de l'ancien refuge El Llaima.

17/ 2021, 20 octobre, Vilcun General López. Destruction d'une pelleuse et d'un algéco sur l'exploitation El Mansun.

18/ 2021, 28 octobre, Nueva Imperial. Un camion de l'entreprise Arauco détruit sur la route entre Labranza et Imperial, dans le secteur Boroa.

19/ 2021, 4 novembre, Victoria. Destruction de deux pelleuses, un camion, un générateur, un algéco et une excavatrice. Entreprise de construction Villa Cautín. En mémoire du *weichafé* Yordan LLempi.

20/ 2021, 5 novembre, Lautaro. Un campement forestier détruit appartenant à la CONAF [gestionnaire étatique des forêts, équivalent de l'ONF en France]. En mémoire du *weichafé* Yordan Yempi.

Liberación Nacional Mapuche (LNM)





COMMUNIQUÉ DE WEICHAN AUKU MAPU

Novembre 2021

Marri marri pu machi, lonko, pu werken, pu wunen, pu weichafé, pu compuche, pu che meli witrán mapu. Au peuple-nation Mapuche, aux peuples en résistance, à l'opinion publique nationale et internationale.

En tant que *weichafé* de *Weichan Auka Mapu* qui cohabitons le territoire *lafkenche*, nous déclarons que :

L'actuel état d'exception, avec la présence de troupes de l'armée, de l'infanterie et de la marine, et de policiers, dans notre *Wallmapu* historique, n'est pas quelque chose de nouveau pour notre peuple et cela correspond à un plan stratégique politique de contre-insurrection, appliqué par le gouvernement actuel, mais poussé et dirigé par les pouvoirs économiques qui ont des intérêts dans le territoire et qui sont le pouvoir réel derrière la classe politique, ce sont eux qui ont gouverné, qui gouvernent et aspirent à continuer de gouverner au Chili.

Nous comprenons ce nouveau cadre comme un renforcement de la force politico-militaire existante que l'État chilien a mis à disposition du pouvoir économique pour qu'il puisse protéger ses intérêts capitalistes dans le *Wallmapu* historique. Surtout au moment où la résistance mapuche a forcé des entreprises forestières, des latifundistes, des entreprises hydroélectriques et autres expressions capitalistes à quitter le territoire.

Ce durcissement de la répression est une réponse à la croissance du peuple mapuche en résistance, une croissance que l'on voit reflétée dans la hausse des récupérations de terres sans médiation, dans l'augmentation de la capacité d'autodéfense dans les territoires, dans l'apparition de nouvelles expressions et organisations qui effectuent des sabotages et enfin dans le renforcement de la vie mapuche au sein des communautés.

Cette réalité est le résultat de la continuité de la lutte et de la résistance mapuche depuis plus ou moins 30 ans, mais qui comme tout processus aux caractéristiques révolutionnaires souffre de l'apparition « d'expressions opportunistes » qui salissent les processus de lutte.

Ainsi, si nous sommes conscients de l'avancée du mouvement de résistance, des actions de sabotages et de la validité du *weichan*, nous le sommes aussi des erreurs qui ont été commises dans ce long processus. Ces erreurs permettent actuellement à l'ennemi, à travers son monopole sur la communication, de tenter de délégitimer la lutte en la dénigrant et la traînant dans la boue devant l'opinion publique.

Nous croyons qu'il faut assumer cette réalité : dans tout processus révolutionnaire de libération où il existe un enjeu territorial, des groupes et des personnes apparaissent, et commettent des actes de

délinquance commune qui nuisent aux communautés et qui, avec l'analyse actuel, ne s'inscrivent pas dans la lutte.

Pour nous aider à affronter cette réalité, nous croyons qu'il est important de comprendre les causes de ce phénomène qui n'est pas nouveau, mais qui a été rendu visible parallèlement au processus révolutionnaire mapuche, afin de salir le mouvement. Nous estimons qu'il n'est pas correct de prendre ses distances des problèmes en s'abritant derrière une certaine hauteur morale.

En tant que mouvement de résistance, nous devons être capables, surtout tous ceux qui ont eu des responsabilités et des postes de leader dans les dernières 25 années de lutte, de s'occuper non seulement des aspects bénéfiques de ce processus, mais aussi de ses aspects négatifs, qui se sont développés parallèlement au conflit.

Si nous ne le faisons pas, nous pourrions difficilement prétendre trouver des solutions pour ce qui nous afflige en tant que peuple. Nous ne résoudrons rien en imposant des codes moraux, ou en s'accusant les uns les autres de qui serait le plus responsable, alors que la permissivité et le fait de cacher les saletés sous le tapis ont été des pratiques habituelles au sein de la lutte dans ce territoire.

A propos de la militarisation du territoire, nous pensons qu'il y a plusieurs raisons pour son implémentation :

Premièrement, comme initiative populiste à l'approche des élections de novembre [2021], et comme manœuvre de distraction suite à l'ouverture d'une enquête judiciaire pour corruption à l'encontre du président Piñera.

Deuxièmement, comme expression du renforcement d'une ultra-droite hésitante et sensationnaliste.

Nous sommes bien conscients et conscientes que l'ultradroite et le centre-gauche servent les patrons du Chili. En voyant leurs intérêts menacés, ceux-ci ont mis la pression à Piñera pour qu'il envoie des militaires au Wallmapu.

Ces forces militaires et policières se sont tâchées de sang à travers l'histoire, et le peuple chilien les connaît bien. Nous savons qu'ils idolâtraient l'argent, la preuve en est avec l'affaire du *Pacogate*, qui fut entre 2006 et 2017 la plus grande affaire de fraude et de corruption de l'histoire du Chili : des détournements de plus de 35 milliards de pesos

durant le commandement de l'ancien directeur de la police, le général Eduardo Gordon. Ou avec la méga fraude des forces armées pour plus de 3 milliards de pesos. Ou sinon avec les détournements concoctés par leurs hauts commandements, comme celui du commandant en chef Oscar Izurieta dans l'affaire de Frasmim et Tecnometal et de la loi spéciale sur le cuivre.

Mais la PDI [*Service d'enquêtes de la police chilienne*, ndt.] n'est pas en reste, comme le démontre l'affaire de l'ancien directeur Héctor Espinoza, accusé de détournement de fonds publics, de blanchissement et de falsification. La forme effective de la logique délinquante poursuivie par les forces armées et policières, qui opèrent en sacrifiant les besoins du peuple chilien, n'est plus à démontrer.

Mais les mains de ces sbires ne se salissent pas que d'argent, rappelons à la mémoire collective son historique de crime...

Le 21 décembre 1907, le « massacre de l'école Santa Maria ». Selon leurs propres chiffres, 126 ouvriers sont assassinés par des militaires chiliens, mais les historiens estiment qu'il y a eu plus de 2000 morts, ensanglantant les rues d'Iquique. Ces meurtres furent commandités par le patronat du salpêtre afin d'en finir avec le mouvement ouvrier dans le nord du Chili.

Ou le rôle trop bien accompli par ces institutions de la honte lors du coup d'État de 1973 : massacrer et assassiner leur propre peuple, et c'était encore avant de se charger des détenus *desaparecidos*.

Plus récemment, en octobre 2019, pendant la « révolte sociale » : mutilations, viols, assassinats et plus de 541 affaires de violation des droits de l'homme contre des mineurs, classés sans suite par les procureurs. Et tant d'autres affaires non-résolues, comme l'assassinat de Manuel Rebolledo à Talcahuano le 22 octobre 2019, ou la disparition de José Huenante, 16 ans, de la main des carabiniers de Puerto Mont le 3 septembre 2005.

Bref, la force policière et militaire est un laquais des intérêts politiques, eux-mêmes au service des patrons capitalistes. Ce sont surtout les chiens de garde des riches. Des riches qui ont leurs intérêts dans le Wallmapu sous la forme d'investissements dans l'exploitation forestière, dans l'hydroélectrique, dans le latifundisme, dans le secteur immobilier et extractiviste.

Nous invitons à analyser et à assumer la réalité ac-



◀ Décembre 2021 ▶

tuelle, en reconnaissant le positif aussi bien que le négatif qui se déroule dans le territoire pendant les processus de lutte. En communion avec les éléments propres à notre culture, guidée par le *Az Mapu* [droit invisible], *Az mongen* [vie mapuche] à travers le *malon* [attaque surprise] et le *weichan*, reconnaissant le *nutram* [narration], *trawun* [réunion] et *kelluwun* [solidarité] comme des pratiques quotidiennes et valides pour contribuer à la lutte et au contrôle de nos territoires. Des pratiques qui permettent à notre *kuivekecheym* de pouvoir mener le *weichan* contre les envahisseurs inka, espagnoles et de l'État chilien, mais sans perdre de vue le contexte dans lequel le *weichan* se livre maintenant.

En tant que *Weichan Auka Mapu* :

Nous réaffirmons notre engagement révolutionnaire dans les actions de sabotage contre les intérêts capitalistes qui détruisent et dévastent la *ñuke mapu*, ainsi que dans les actions armées qui concordent avec les besoins de nos *lof* et de nos communautés, les garants réels de notre légitimité territoriale.

Pour les *weichafé* tombés au combat. Liberté aux prisonniers politiques mapuche. Liberté aux prisonniers politiques du peuple chilien.

*Ñielole mapu muleay aukán**

[Ce n'est pas un montage, c'est du sabotage !]

Weichan Auku Mapu

* Ce slogan fut employé dès 2016 par le WAM et puis par d'autres lors d'une polémique autour des attaques contre des églises et des temples évangéliques (dont une partie fut accompli par des *weichafé* du WAM). Certaines organisations se distancieraient de telles actions, mirent en doute qu'ils furent accomplis par la résistance mapuche et restent jusqu'aujourd'hui critiques de telles pratiques (comme la CAM ou la LNM).

1/12, Galvarino et Traiguén. D'importantes forces policières et militaires cherchent à encercler plusieurs communautés mapuche associés à la CAM. Les *weichafé* des ORT sur place résistent, empêchant toute intrusion des forces de l'ordre.

1/12, Toltén. Sur le domaine de Lumahue Norte, une attaque laisse un bon nombre de matériel de chantier en cendres : une tour à bois, un transformateur, une pelleuse, un rouleau de trame ainsi que le container qui servait de cantine aux ouvriers. Le matériel appartenait au sous-traitant *Forestal San Agustín*, de la grosse entreprise d'exploitation forestière *Forestal Arauco*. Les ouvriers ont d'abord été menacés par des tirs en l'air, puis ligotés et laissés sur une route un peu plus loin, avant que le tout ne flambe. Sur place, une feuille signée par *Weichan Auku Mapu* (WAM) : « *Flics et carabinieri, chiens du capital. Dégagez latifundistes, entreprises forestières, hydroélectriques, de granulats, de barrages. Liberté pour les prisonniers politiques mapuche et ceux de la révolte* ».

1/12, Carahue. Des *weichafé* incendient trois pelleuses de l'entreprise Agrifor. Un tract de *Weichan Auku Mapu* (WAM) est retrouvé sur place.

7/12, Lumaco. Un double sabotage incendiaire laisse d'un côté un chargeur de bois et un minibus et de l'autre trois camions, en cendres. Tous appartenaient à l'entrepreneur forestier César Covili.

10/12, Lebu. Deux attaques coordonnées sont menées

contre l'industrie forestière. A *Yeneko*, un camion, quatre camionnettes, sept engins de chantier, deux chariots-restaurants et une tour d'éclairage sont incendiés et à *Ranquilco*, deux fourgons d'Arauco sont livrés aux flammes. Attaques revendiquées par *Resistencia Mapuche Lafkenche* (RML).

13/12 Lanco. Double attaque incendiaire contre les domaines agricoles de *Rucahue* et *Quilche*, situés à 500 mètres l'un de l'autre. Dans le premier, sont détruits un tracteur, un épandeur, une camionnette et un camion, et dans le second le hangar qui abritait des fertilisants. Le tract du groupe *Weichán Auka Mapu* (WAM) retrouvé sur place demande notamment la liberté pour les prisonniers mapuche et ceux de la révolte, en terminant par « *Lutte digne, rudimentaire et rebelle contre les riches* ».

14/12, Curanilahue. Entre les domaines forestiers *El Tesoro* et *Buena Esperanza* de l'entreprise *Forestal Arauco*, sept engins de chantier et six camions partent en fumée en pleine journée. La compagnie forestière a aussitôt envoyé un hélicoptère pour aider les carabinieri à retrouver la vingtaine d'assaillants, mais en vain. Revendiqué par *Resistencia Mapuche Lafkenche* (RML).

19/12, Lautaro. Le jour des élections présidentielles, un groupe de personnes cagoulées incendie la résidence d'un latifundiste dans le domaine *Lastarria*, situé sur la route de Lautaro à *Curacautín*.

20/12, Pence. Attaque contre un camion forestier. Un communiqué précisera plus tard: « *Nous*



Le 3 novembre 2021, 30 km au sud de Victoria, des weichafé de Weichan Auku Mapu (WAM) font dérailler un train de marchandise transportant de la cellulose, puis y mettent le feu.

revendiquons cette attaque en réponse au pillage et à la destruction systématique qu'exercent les entreprises forestières à l'intérieur du territoire, ce qui a entraîné une dévastation visible de la terre.»

21/12, Contulmo. Dans le secteur de Lincuyín, un petit groupe mobile parcourt les rives du lac Llanhue pendant quelques heures, tandis que des barrages faits d'arbres abattus bloquent la circulation. À partir de 5h du matin dans un rayon de dix kilomètres, pas moins de 31 bâtiments de tourisme sont incendiés, en commençant par les bungalows du camping Santa Elvira et en continuant avec des résidences secondaires. Action revendiquée par *Resistencia Mapuche Lafkenche* (RML).

24/12, Fresia. Vers 6h du matin, plusieurs engins forestiers de l'entreprise *Forestal Anchile* sont détruits : une déchiqueteuse, trois débardeurs, une abatteuse, un camion-citerne, un conteneur, un wagon à déchets et une camion-

nette. Cette attaque a d'autant plus surpris les autorités qu'elle a eu lieu dans une zone habituellement plus calme, et qui ne se trouve pas sous état d'urgence. Sur place, un tract non-singé par une organisation demandait aux mégaprojets productifs de dégager, et faisait allusion à l'assassinat du *comunero* mapuche, Yordan Llempe, le 3 novembre, par un fusiller-marin de l'armée.

24/12, Los Sauces. Des weichafé tendent une embuscade dans une exploitation forestière d'Arauco. Un blindé des carabiniers, un camion des gardes forestières et un fourgon de l'entreprise Serfonac sont incendiés. Deux carabiniers sont blessés par balle.

30/12, Empedrado. Pendant la nuit a lieu une double attaque qui a laissé trois camions d'une société forestière en cendres dans le secteur La Aguada, et un peu plus loin, dans le secteur de La Higuera, une scierie qui a subi le même sort. Des tracts non-signés par

une organisation ont été retrouvés. L'un d'eux disait : « *Voilà ce qui arrive quand ils viennent voler notre terre et nous rient au nez* ».

31/12, Toltén. Sur la route vers Pitriphuquén, une pelleteuse, un camion, un chargeur frontal et un container d'une entreprise de granulats de bois partent en fumée lors d'une attaque. La banderole retrouvée sur place et signée par *Weichán Auka Mapu* exige notamment la libération du mapuche Luis Tranamil, un des incarcérés depuis mars 2021 pour le meurtre du caporal des carabiniers Naín (octobre 2020), tué lors d'une embuscade sur la route 5.



ATTAQUE INCENDIAIRE CONTRE UN CAMION FORESTIER À PENCO

20 décembre 2021

« Les gens veulent prendre leurs propres décisions pour des petites choses, mais prendre des décisions sur des problèmes difficiles et cruciaux nécessite d'affronter des conflits psychologique et la plupart des gens détestent ça ».

« Pour tout être humain ayant grandi au bord d'une rivière la liberté est le concept le plus élevé ».

Au petit matin du 20 décembre 2021, une attaque incendiaire a été réalisée contre un camion forestier sur la Route d'Itata à la hauteur de Penco, dans la région Bio Bio. A cause de complications techniques, il n'a pas été possible d'émettre ce communiqué le jour de l'action, cependant les motivations de notre agir restent plus actuelles que jamais, c'est pourquoi nous ne considérons pas ce retard comme un problème et encore moins comme une limite pour communiquer les raisons qui alimentent nos attaques.

Nous revendiquons cette attaque, faite en réponse au pillage et à la destruction systématique qu'exercent les entreprises forestières à l'intérieur du territoire, ce qui entraîne une indéniable dévastation de la terre.

En premier lieu, cette action s'inscrit contre l'avancée progressive du projet minier Aclara, précédemment appelé Biolan-tanidos, qui s'installe en prenant pour prétexte le développement pour la région, tout en étant directement responsable de la destruction du territoire. Ces agissements sont soutenus par un système capitaliste et avec la complicité de l'État du \$hili, qui finance ce projet minier depuis le début par le biais

de la CORFO [*Corporación de Fomento de la Producción*, organisme étatique de promotion du développement industriel], imposant ainsi des politiques extractivistes pour leurs intérêts économiques et pour le bénéfice de la classe entrepreneuriale qui porte atteinte à la dignité des personnes et à la terre.

La Société Minière Aclara en est encore aux procédures légales qu'elle doit remplir en tant qu'entreprise minière pour pouvoir extraire des minéraux (dont des terres rares), et pourtant les travaux ont déjà commencé. Ils ont détruit les montagnes pour installer les lieux de stockage et extraire des échantillons des sols sans prendre en compte les raisons plus que suffisantes pour interrompre les travaux et renoncer à l'installation définitive du projet minier. Une de ces raisons est la présence sur la zone touchée par le projet d'espèces végétales originaires et anciennes telles que le *queule* et le *naranjillo* qui se trouvent sur la liste des espèces menacées et en danger d'extinction. Si le projet minier procède, leur habitat risque d'être mis à mal. En plus, chaque écosystème est associé à une infinité d'espèces, aussi bien végétales qu'animales, de champignons et de micro-organismes divers. Cela démontre, sans aucun doute, que ces entreprises et leurs représentants légaux ne portent aucun intérêt aux soins et à la conservation des écosystèmes, et que bien au contraire elles font preuve d'une soif cupide d'exploitation qui engendre la dévastation de la terre.

Ces pratiques extractivistes mettent en évidence les conséquences néfastes, comme c'est le cas avec l'installation de mines de

terres rares aux États-Unis et en Chine au Mountain Pass et à Baotou. Ces deux puissances mondiales ont permis la dévastation et la destruction totale de territoires qui aujourd'hui ne sont plus que des foyers chimiques, toxiques et radioactifs. C'est cette dynamique impérialiste et néolibérale en vigueur au niveau mondial et qui se déploie aussi en Amérique-Latine, que nous refusons et que nous attaquons, par l'action directe et en totale autodéfense face à la violence imposée.

Nous évoquons avec chaque action nos compagnon-ne-s séquestré-e-s dans les prisons de l'État \$hilien, qui tire profit d'un système carcéral où l'abus de pouvoir est le principe d'organisation fondamental des geôles étatiques. En plus des persécutions, tortures et assassinats permis par chaque gouvernement en place, l'État prive de liberté quiconque qui tente de remettre en question leur faux progrès et leur développement économique qui repose sur la spoliation de la mer et de la terre.

Nous saluons tous les *lof* en résistance qui continuent à affronter la militarisation mise en place par l'État oppresseur, les entreprises forestières réparties sur tout le wallmapu et les méga-projets énergétiques, tous complices de l'écocide des territoires. Nous agissons aujourd'hui en solidarité avec la compagne Carolina Marileo, *werken* [messagère] de la communauté Boyen Mapu, emprisonnée dans la prison de Angol, en grève de la faim depuis 30 jours pour exiger des conditions normales de détention. Elles lui ont été refusées et elle continue à faire l'objet de vexations et de violences racistes (comme subissent les *comuneros* du *lof* Elicura, incarcérés suite à ce qui est clairement un montage [voir p. 46]). Nous exigeons l'acceptation immédiate des demandes de la *werken* ainsi que la libération de la totalité des prisonniers mapuche incarcérés dans les différents centres d'extermination sur l'ensemble du territoire appelé \$hili, et des compagnons emprisonnés en guerre. En effet, il est très clair pour nous que le système carcéral a pour vocation d'enfermer toutes celles et ceux qui, comme nous, s'opposent à toutes les entreprises et personnes qui veulent que le modèle néolibéral, qui n'est ni durable, ni soutenable, se perpétue. Nous considérons que la violence est une pratique nécessaire pour détruire ce qui nous détruit.


« Aujourd'hui nous luttons à nouveau avec nos corps comme armes, face à celles et ceux qui souhaitent enfermer et enterrer sous le ciment la rébellion, la dignité, l'amour et la solidarité. La société autoritaire policière a créé le panoptique carcéral où, historiquement, ils ont enfermé les êtres qui se révoltent face à la dite paix sociale, ils ont créé des structures punitives qui recherchent le contrôle physique et mental en visant à réduire l'être par la violence brutale de l'isolement et des matons, mais aucune prison avec ses murailles pleines de barbelés, de haute sécurité ou de sécurité maximale, pas plus que les laquais armés ne pourront soumettre celles et ceux qui ont dédié leur vie entière à la cause de la libération totale »

Par cette action, nous voulons aussi rappeler, commémorer et venger par le feu l'assassinat du compagnon anarchiste Sebastian Oversluij [« Angry »] le 11 décembre 2013 par un des sicaires de la banque Banco Estado dans la commune de Pudahuel [lors d'un braquage de banque]. Cela fait déjà 8 ans, mais sous aucun motif nous n'oublierons le nom et le visage de ton bourreau. Nous savons que la mort est présente comme une possible conséquence de nos actions, cependant, tout comme l'ont été les compagnon Angry et compagnon Mauricio Morales, nous assumons les risques qu'implique la lutte contre l'État-capital, ses défenseurs et ses faux critiques. En leur mémoire et en celle des compagnons tombé-e-s au cours de la lutte, nous continuerons à attaquer chacun des piliers et des symboles de ce système patriarcal et capitaliste.

Nous lançons un appel à ne pas garder le silence face aux lois répressives appliquées par l'État et sa force policière-armée, face à leur zèle incessant pour préserver les intérêts du capital à travers le contrôle social et la dévastation du territoire. Nous avons pour but l'unification et la solidarité constante avec le peuple mapuche pour faire face à un ennemi commun.

;;Inkayaiñ taiñ mapu mew !!
;;Newentuleymun pu che, pu lamuen !!

[Nous défendrons notre terre !! Tenez bon, frères et sœurs !]



COMMUNIQUÉ DE LA RESISTENCIA MAPUCHE LAFKENCHE

22 décembre 2021

Ce vendredi 24 décembre, huit personnes de la vallée d'Elicura seront jugés. Huit *pu peñi* [frères] et *pu lamuen* [soeurs] de lutte devront subir la punition par l'État raciste et oppresseur. Ils ont dû faire face aux mensonges des traîtres, des procureurs et des médias qui n'ont jamais, mais jamais, enquêté sur les faits pour lesquels nos *pu peñi*, *pu lamuen* sont condamnés aujourd'hui.¹

Le gouvernement et le pitre coordinateur de la « Macro zone », Pablo Urquizar, continuent à parler d'un crime à Mansalva, mais omettent le fond de l'affaire qui verra nos *peñi*, *lamuen* de Elicura, être condamnés aujourd'hui à des dizaines d'années de prison. Elicura est un *lof* qui, grâce à la dignité de ses hommes et femmes, a ralenti l'avancée des barrages hydroélectriques, récupéré du territoire et redonné de la dignité à la lutte et à la vie mapuche dans une zone où le capitalisme forestier et touristique n'ont amené que misère et pauvreté pour les mapuche et les chiliens pauvres.

Nous savons que l'État condamnera nos frères et soeurs, humiliera leurs familles et présentera les traîtres, *yanakonas* [personnes serviles et minables], comme des

¹ Le 21 décembre 2021, huit prisonniers et prisonnières mapuche de la vallée d'Elicura à des peines allant de 20 à 25 années de prison pour l'homicide du propriétaire d'un camping dans la vallée d'Elicura lors d'une récupération de terres en décembre 2019. Lors de la récupération, le propriétaire refusa de s'en aller. Des coups assenés sur sa tête par des *weichafé* lui auraient été fatales.

Le weichan ne s'arrêtera pas. Ni avec Piñera, ni avec Boric.

victimes. Mais le peuple mapuche sait que Playa Blanca est un territoire mapuche, de même que le lac Lanalhue, et qu'une poignée de *yanakonas* alliés au *winka* [usurpateur] Héctor García essayeront d'imposer leurs idées néfastes en évinçant la légitimité mapuche sur ces terres.

Devant cette farce juridique et médiatique nous montons au weichan et saisissons nos *tralkas* [fusils] et notre feu justicier. Car s'il n'existe pas de justice *winka*, il y aura toujours de la justice mapuche. Ceux qui cherchent aujourd'hui à se présenter comme des victimes devant nos actions sont les mêmes qui ont justifié la spoliation territoriale en érigeant une fausse vérité, se croyant les maîtres d'une histoire qui ne leur appartient pas. Ce sont les mêmes qui, acclamant la présence militaire, insistent à nous traiter comme des narco-terroristes, favorisent le désastre forestier et justifient l'incendie des *rukas* [maison] et l'assassinat de nos *kuiwekecheyem* [combattants]. Ceux-là ont toujours cru que les mapuche seraient un peuple soumis et pacifique.

Mensonges. Nous sommes *wentru* [homme] et *zomo* [femme] *weichafé*. Nous sommes un peuple rebelle. Nous sommes un peuple qui avance vers sa libération et cela implique, qu'ils le sachent, d'expulser les usurpateurs historiques, les véritables terroristes, car ce n'est qu'ainsi que resurgira la vie mapuche, confiante en notre *feyentum* [croyances], *itrofil mongen* [l'ensemble du vivant] et reconstruisant par là une proposition d'humanité.

Face aux discours de paix que cherche à imposer cette fausse démocratie, nous affirmons que nous ne lâcherons pas nos *tralkas*. Tant que les entreprises forestières et les gravières continueront à dévaster notre territoire, tant que les entreprises touristiques continueront à faire du profit avec nos ressources et tant que les prisons du sud continue-

ront à se remplir de mapuche, le *weichan* ne s'arrêtera pas. Ni avec Piñera, ni avec Boric [nouveau président de Chile qui est entré en fonction en mars 2022]

C'est en tant que RML que nous revendiquons les actions suivantes :

Mercredi 24 novembre. Incendie de quatre camions venant de la gravière sur la rivière Trongol et d'un fourgon forestier de l'entreprise forestière *Arauco*. Secteur Los Ríos, Los Álamos.

Judi 9 décembre. Incendie de quinze engins forestiers sur l'exploitation Coihué-Yeneco de l'entreprise forestière *Arauco*. Lebu.

Mardi 14 décembre. Incendie de quinze engins forestiers sur l'exploitation El Tesoro de l'entreprise forestière *Arauco*. Curanilahue.

Mardi 22 décembre. Incendie de 31 chalets d'été dans le secteur Lincuyin. Contulmo.

Par la contondance de nos actions, nous revendiquons nos prisonniers et nos morts. D'un pas ferme nous continuons à avancer vers la libération du Wallmapu. Nous savons que cette marche continuera à amener sacrifice et douleur, prison et mort. Mais nous n'abandonnerons pas.

Liberté pour Matías Leviqueo, Elíseo Reiman, Cesar Millanao, Guillermo Camus, Oscar Pilquiman, Orlando Ancalao, Victor Llanquileo et pour tous les prisonniers politiques mapuche et de la révolte chilienne.

Territoire et autonomie communautaire.

Resistencia Mapuche Lafkenche (RML)
Lavkenmapu-Nahuelbuta.

COMMUNIQUÉ DE LA COORDINADORA ARAUCO-MALLECO

28 décembre 2021

Face aux événements qui se produisent actuellement dans le cadre institutionnel de l'État chilien, de la convention constitutionnelle au début du gouvernement dirigé par Gabriel Boric (résultant d'un accord pris au sein de la bourgeoisie nationale et internationale), nous déclarons que :

Kiñe.- Il existe un négationnisme constant, un parti pris et une ignorance massive concernant l'histoire de notre nation mapuche, qui sont orchestrés et imposés par l'État chilien pour justifier l'usurpation du Wallmapu. Ce discours cherche à faire ignorer qu'en tant que peuple mapuche, nous avons une vaste indépendance et exercions notre souveraineté sur notre territoire ancestral, à tel point que les structures coloniales et républicaines se sont tenus à l'écart de nos vies pendant de plusieurs siècles, sans réussir à imposer leurs modèles culturelles, économiques et politiques. La seule voie que trouvèrent les *winka* pour s'approprier notre territoire fut la spoliation, la tromperie, la tutelle raciste et la militarisation, des phénomènes qui se répètent aujourd'hui.

Epu.- D'autant plus, dans l'ambiance actuelle où surgissent des voix qui cherchent à amener notre autonomie dans un cadre institutionnel et paternaliste, nous répondons à cette nouvelle gauche « *hippie, progressiste et de buena onda* » qui célèbre aujourd'hui l'avènement d'un gouvernement social-démocrate ou, pour être plus précis, d'un gouvernement de centre-gauche, que le peuple

mapuche possède sa propre structuration politico-militaire qui date d'avant la formation de l'État chilien. Cette structuration s'exprime à travers du *koyang*, du *weichan* et de la présence de nos autorités ancestrales comme les *machi*, les *lonko*, les *werken*, les *weichafé* ; des rôles qui sont maintenus au sein de notre mouvement, sans idéologies étrangères, et qui participent activement aux processus de reconstruction et de libération nationale vers le *kiziügunewün* [l'autodétermination].

Küla.- Nous pensons que si les formes du pouvoir et de la domination peuvent évoluer, elles restent au fond les mêmes structures contre lesquelles nous luttons depuis longtemps ; par conséquent, personne ne nous enseignera comment les affronter ; c'est notre histoire de lutte, ce sont nos réussites et nos erreurs, c'est la parole de nos autorités culturelles qui nous ont aguerris en tant que peuple en résistance et qui nous motivent à continuer à combattre les expressions du capitalisme dans le Wallmapu. Le pouvoir colonial qui nous a soumis il y a plus d'un siècle suit la même logique aujourd'hui. Ainsi, Saavedra, Pinochet et Kast représentent la continuité historique d'un projet de domination fasciste, et profondément raciste. Nous qui coexistons en longue et en large du territoire disputé avec cette caste de dominants le savons bien. Devant ceci, nous mentionnons encore une fois l'exemple de nos ancêtres, les *futakechekuiñi*, et nous réaffirmons que nous continuerons à lutter pour la reconstruction nationale mapuche sans dévier du moindre centimètre de notre ligne et de nos principes de lutte.

Meli.- Dans l'actualité et comme expression concrète de ces structures de domination, la soi-disant lutte contre « *la violence en Araucanía* » s'organise dans une tactique transversale soutenue par le patronat, la droite, les médias et aussi par la Convention constitutionnelle et Gabriel Boric. Cette tactique est destinée à préserver le système tel quel, quitte à employer la répression et la militarisation afin de faire face au mouvement mapuche autonomiste révolutionnaire qui exerce le contrôle territorial. Il semble que quand on touche aux intérêts du grand capital, il n'y a pas de différence entre « *la gauche et la droite* », les deux secteurs ont un discours homogène face aux propos politiques et matériels de nos revendications. Ces secteurs oublient que dans notre histoire, ce fut la violence politique et la résistance qui fit de nous un peuple souverain et que c'est notre droit légitime de l'employer pour nous préserver dignement comme peuple mapuche.

Kechu.- Que cette tactique fait partie d'une stratégie contre-insurrectionnelle qui se fraye un chemin dans le panorama politique actuel à travers l'instauration d'une narration narco-terroriste, destinée à acculer et discréditer politiquement, économiquement et médiatiquement nos expressions de lutte révolutionnaire. Ce sont des attaques désespérées des classes dominantes et du fascisme pour sauvegarder leurs intérêts face au renforcement du weichan. En même temps, de la même façon, nous prenons catégoriquement nos distances, dans ce contexte, avec certaines déviations qui se sont produites au sein du mouvement mapuche en général et qui ont fini par être utiles au pouvoir de la domination, telles que le trafic de drogues, les mafias liées à l'exploitation du bois, le paramilitarisme yanacona et la servitude des « *nouveaux micro-entrepreneurs* » mapuche. En ce moment historique, il est fondamental d'étouffer ces expressions utiles au capital, et en tant qu'organisation, nous le ferons en réaffirmant notre éthique politique qui va de pair avec notre tradition de lutte.

Kayu.- Nous lançons un appel à notre peuple Mapuche rebelle pour continuer à résister et à re-



vendiquer la violence politique comme un instrument légitime de notre lutte, peu importe qui soit en train de gouverner et qui préserve le modèle de l'accumulation capitaliste et de son échafaudage colonial. Freiner la destruction du Wallmapu, créer les bases pour l'émancipation définitive en multipliant les sabotages et en intensifiant le contrôle territorial afin de libérer les territoires du pouvoir *winka*. Nous n'effaçons pas les coûts de ce nouvel élan autonomiste de notre mémoire collective : on le paie avec de la persécution politique et des *weichafé* tombés et animés par un vaste sentiment d'engagement pour notre peuple. Ne nous laissons pas bercer par des fausses promesses et ne tombons pas dans la vision court-termiste et mesquine de la pseudo-gauche.

*Avec Matías et Toñito toujours en la mémoire !
La résistance n'est pas du terrorisme !
Kizugünewtun pour la Nation Mapuche !
Liberté pour Daniel Canío et tous les prisonniers
politiques mapuche !
Amulepe taiñ weichan
Weuwaiñ – Marrichiweu*

Coordinadora Arauco-Malleco



Le 21 décembre, Weichan Auku Mapu mène des attaques ravageuses contre l'industrie touristique autour du lac Lanalhue.

Wälung

temps de l'abondance



Janvier 2022

1/01 Rucalhue. Vers 23h, l'unique poste des carabiniers de la zone est incendié et complètement détruit. L'attaque est probablement liée à la lutte contre la construction d'une centrale hydroélectrique sur le fleuve Biobio lancée en 2018 par l'entreprise chinoise *China International Water and Electric Corporation*.

3/01, Traiguén. Une attaque destructrice ravage plusieurs intérêts de la famille de colons Stappung, sur son domaine de Santa Clara : deux maisons, des entrepôts, un bureau, un tracteur et un camion sont réduits en cendres. Revendiqué par l'ORT Toño Marchant de la CAM : « *Avec des actions de résistance, nous répondons à Stappung, un des latifundistes les plus emblématiques du territoire Nagche, fasciste de droite, politicien et allié des entreprises forestières qui attaque nos communautés et notre terre.* » Action également réalisée en hommage à Matías Catrile et Toño Marchant, assassinés par les carabiniers lors d'attaques similaires.

10/01, Curarrehue. L'église San Sebastian est entièrement ravagée par un incendie volontaire.

24/01, Lumaco. Sur la route vers Ralun, la cabine de la pelleteuse de *Gamefor*, un sous-traitant de la compagnie forestière *Mininco* est

partie en fumée. Elle venait d'être entreposée la veille sur le domaine Capitán Pastene, et a été retrouvée détruite au petit matin. Des tracts liés à la lutte mapuche ont été laissés sur place.

25/01 Lautaro. Une pelleteuse et deux containers sont incendiés sur le domaine Quintrilpe de l'entreprise de granulats de bois *San Alfonso*, propriété de la famille du maire de Cunco, Alfonso Coke. Arrivés vers 7h du matin, un petit groupe de weichafé armés et cagoulés a d'abord neutralisé le vigile avant de répandre le feu. Les containers cramés en pleine forêt servaient de bureau sur place à l'entreprise et au logement du vigile. Une banderole retrouvée sur place et signée du groupe *Liberación Nacional Mapuche (LNM)* disait « *Liberté pour les prisonniers politiques mapuche / Matias Catrile est présent* ».

31/01, Chol-Chol. L'ORT *Anganamvn* de la CAM effectue une attaque incendiaire contre des engins forestiers dans le secteur de Bochoco.

Février 2022

2/02, Los Alamos. Dans le domaine Los Rios appartenant à *Arauco*, des weichafé tendent une embuscade contre un convoi de bois. Par des tirs en air, ils obligent les chauffeurs à descendre. Sept

camions forestiers sont incendiés. Plusieurs véhicules sont récupérés par les weichafé. L'action a été menée par *Resistencia Mapuche Lafkenche (RML)*.

3/02, Chol-chol. L'ORT *Anganamvn* de la CAM intercepte et détruit deux engins de l'entreprise *Socal* sur un chantier de réparation des routes facilitant l'accès de l'industrie forestière à cette zone de la cordillère.

15/02, San José de la Mariquina. Sabotage incendiaire contre l'entreprise de transports *Salgado*, prestataire de service de *Mininco*. 18 camions sont détruits par le feu. Une banderole exigeant la libération de Luis Tranamil, José Caceres et Daniel Canio, et signée par *Liberación Nacional Mapuche (LNM)* est retrouvée sur place.

19/02, Freire. Trois camions et une pelleteuse sont détruits lors d'une attaque menée par l'ORT *Kvlanan* de la CAM. Une feuille laissée sur place dit : « *Non à la construction de la route doublée. Liberté pour Daniel Canio et tous les prisonniers politiques mapuche.* »

26/02, Nueva Imperial. Six engins forestiers d'*Arauco* et un fourgon de la sécurité sont incendiés. Une feuille signée par l'ORT *Lafkenche Leftratu* de la CAM est laissée sur place et dit : « *Entreprises forestières dehors.* »

Amulepe taiñ weichan

Notre lutte continue

Dans les territoires habités par les communautés mapuche, dont les terres furent accaparées par des investisseurs capitalistes, défigurées par les exploitants forestiers, ravagées par les entreprises énergétiques, polluées par les industriels et colonisées par des suppôts de l'État chilien, les dernières décennies ont été marquées par une lutte incessante.

La lutte radicale mapuche nous inspire pour sa continuité, pour son rejet catégorique de toute tutelle étatique, pour son combat acharné contre l'exploitation et la spoliation capitaliste, pour son choix de l'action directe contre l'extractivisme et la dévastation de la terre et du vivant. A l'heure où dans le monde entier, les conséquences de l'avancée folle de la machine industrielle et technologique se ressentent chaque jour un peu plus, où les changements climatiques provoqués par l'industrialisation pourraient bien inaugurer des scénarios inouïs, risquant de reconfigurer drastiquement les assises de la domination, cette lutte dans un coin « perdu » du monde où des habitants et habitantes porteurs de façons de vivre antagonistes avec le capitalisme et l'étatisme se battent pour conserver ou retrouver chaque mètre accaparé et exploité par des entreprises et l'État, pourrait avoir une signification qui dépasse le territoire du Wallmapu.

Ce recueil rassemble des textes issus de la résistance mapuche dans les territoires sous domination de l'État chilien. Précédés d'une analyse historique de la lutte radicale mapuche, ces textes couvrent un an de lutte (de 2021 à 2022).